

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 4 juin 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°398 ■

PRÉSIDENT DE LA
RÉPUBLIQUE
**«Il y a une ferme
volonté politique
pour construire un
Etat démocratique et
social fort»** P 3

AFIN DE RÉDUIRE LES DÉLAIS DU TRAITEMENT DE MARCHANDISES

Vers la spécialisation des ports commerciaux

La gestion de nos ports au nombre de 10, selon les textes proposés, sera assurée par l'APM (autorité portuaire et maritime) qui aura à charge d'élaborer et de mettre en place une stratégie efficiente de la gestion des ports. P 3



ALIMENTATION EN EAU POTABLE
À TIARET

Amélioration de la situation dans deux semaines

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a annoncé lundi à Tiaret, que "la situation de l'alimentation en eau potable au chef-lieu de la wilaya sera améliorée dans deux semaines, soit à l'Aïd El Adha, à la faveur des mesures pratiques qui seront prises".

P 2

PLUS DE 7400 PROJETS
ENREGISTRÉS À L'AAPI

L'investissement sur la bonne voie



Le train de l'investissement en Algérie est désormais sur rails, et ce, grâce aux efforts de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI). Créée en 2022, juste après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, cette Agence a réussi, en quelques mois, l'exploit de gérer, de soutenir et d'accompagner les investisseurs nationaux et étrangers dans la réalisation de leurs projets. Jusqu'au 31 mai dernier, l'agence a enregistré plus de 7 400 projets d'investissement, pour une valeur de 3 436,9 milliards de dinars, avec prévision de la création de plus de 181 000 postes d'emploi direct, indique le Directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache.

P 5

INTRODUCTION EN BOURSE Trois dossiers de PME à l'étude

Après avoir salué l'entrée réussie du Crédit populaire d'Algérie (CPA) à la Bourse d'Alger, début 2024, en attendant l'introduction, au courant de cette même année, de la Banque de développement local (BDL) et d'une «société du secteur des télécommunications», le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouznada a fait savoir que la COSOB a récemment reçu des demandes de trois petites et moyennes entreprises (PME) exprimant leur intention d'entrer en Bourse.

P 5

AGRICULTURE

**L'investissement dans le
Sud permettra la création
de pôles industriels** P 2

ALI AOUN RECOIT L'AMBASSADEUR
CHINOIS

**Les moyens de renforcer
la coopération bilatérale
examinés** P 2

COOPÉRATION

**Attaf reçu
par le président
de la République
de Corée** P 16

ALI AOUN REÇOIT
L'AMBASSADEUR
CHINOIS
**Les moyens de
renforcer la
coopération
bilatérale
examinés**

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, lundi au siège du ministère à Alger, l'ambassadeur de la République populaire de Chine, Li Jian, avec lequel il a évoqué la coopération bilatérale et les moyens de la renforcer, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre du suivi des projets communs entre les deux pays, notamment après la visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République populaire de Chine, le ministre a souligné "la nécessité d'intensifier les domaines de coopération et de suivre les projets, notamment ce qui a été convenu dans le secteur industriel dans ses différents volets", précise la même source. A cette occasion, M. Aoun a affirmé que la République populaire de Chine était "un partenaire stratégique majeur dans le secteur de l'industrie grâce à ses investissements importants dans divers domaines". Pour sa part, l'ambassadeur de Chine a salué "le rôle pivot de l'Algérie dans le domaine économique et les possibilités qui s'offrent à la Chine sur le marché algérien", soulignant que de nombreux investisseurs chinois souhaitaient réaliser des projets dans le secteur de l'industrie en Algérie. A cette occasion, les deux parties ont appelé de leurs vœux "davantage de rapprochement et de coopération dans le domaine de l'industrie au bénéfice mutuel des deux pays".

ALIMENTATION EN EAU POTABLE À TIARET

Amélioration de la situation dans deux semaines

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a annoncé lundi à Tiaret, que "la situation de l'alimentation en eau potable au chef-lieu de la wilaya sera améliorée dans deux semaines, soit à l'Aïd El Adha, à la faveur des mesures pratiques qui seront prises".

Par R E.

Dans une déclaration à la presse, dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya de Tiaret, en compagnie du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, le ministre a indiqué que "le président de la république, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une grande importance à répondre aux préoccupations des citoyens et c'est pourquoi il nous a envoyés pour soutenir les efforts déployés sur le terrain par les autorités locales". M. Merad a souligné qu'un ensemble de mesures sera activé, liées à la réduction des délais de

réalisation du projet de raccordement de la ville de Tiaret au bassin hydrographique de Chott Chergui, en renforçant les chantiers pour être livré, avant la fin du mois de juin en cours, en plus de réaliser un plan d'exploitation de la flotte de camion-citernes en provenance de plusieurs wilayas, estimée à 104 camions, pour garantir la distribution de l'eau à travers les quartiers de la ville de Tiaret et les communes connaissant la même situation. Le ministre de l'Intérieur a également indiqué que "cette situation s'améliorera, au début, pour faire face à l'avenir de manière définitive à la crise de l'eau dans la wilaya de Tiaret, en

approfondissant les puits du bassin de Aïn Dzarit et le lancement du projet d'adduction de l'eau à partir du bassin phréatique Adjermaya, dans la commune de Zemala Abdelkader, suite aux orientations du président de la République, hier dimanche, lors du Conseil des ministres". Concernant le projet de transfert des eaux depuis la région de Chott Chergui sur une distance de 42 km, les travaux étant toujours en cours, "les instructions du président de la République ont été données à l'effet de renforcer les chantiers et de parachever le projet dans un délai n'excédant pas 20 jours".

AGRICULTURE

L'investissement dans le sud permettra la création de pôles industriels

Le président de la Chambre nationale d'agriculture (CNA), Mohamed Yazid Hambli, a affirmé, hier à Alger, que l'investissement dans le secteur agricole dans le sud algérien permettra de créer des pôles industriels à même de contribuer au développement de la région. Invité de la Radio nationale, Hambli a précisé que l'investissement dans les cultures stratégiques dans le sud permettra d'insuffler une dynamique de développement dans les wilayas du sud, d'une part, et de répondre aux besoins croissants de la population à

travers le pays, d'autre part. Il a souligné, dans ce cadre, «la nécessité d'étendre les périmètres agricoles en se tournant vers le sud, où les terres et les eaux souterraines sont disponibles», en rappelant, dans ce contexte, le «grand potentiel agricole» que recèle la wilaya de Naâma, qui a abrité, samedi dernier, la Rencontre nationale sur les perspectives d'investissement dans les cultures stratégiques et la valorisation des races locales, organisée sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. «Il y a main-

tenant une réelle volonté politique d'investir dans l'agriculture dans le sud, à travers l'arsenal de lois et de mesures visant à faciliter l'investissement», a-t-il dit, soutenant que «l'Algérie connaît une véritable révolution agricole». Le président de la CNA s'est, par ailleurs, félicité de la «politique prospective» du président de la République concernant le secteur agricole, citant à titre d'exemple la réalisation de nouveaux silos de stockage de céréales. M. Hambli prévoit une bonne campagne moisson-battage dans le nord du pays cette

année, notamment, a-t-il dit, «après les prémices positives observées au lancement de la campagne dans le sud, pour laquelle l'Etat a mobilisé d'importants moyens». Selon lui, les atouts et avantages qu'offre l'Algérie, notamment en termes de prix de l'énergie, rendent le pays attractif pour les investissements étrangers dans le secteur agricole, ce qui est de nature à «permettre aux produits locaux d'accéder aux marchés internationaux à des prix compétitifs», a-t-il affirmé.

R E

SANTÉ

Le tabagisme responsable de 35% des grossesses extra-utérines

Le tabagisme serait responsable de 35% des grossesses extra-utérines, selon des études effectuées sur le plan international, a indiqué Dr Temlali Assia, spécialiste en épidémiologie et médecine préventive, lors d'une journée de sensibilisation à l'occasion de la journée mondiale sans tabac, organisée à l'établissement hospitalier d'Oran (EHU). Cette spécialiste, qui a fait une présentation sur les effets du tabagisme sur la fertilité et la grossesse, a expliqué

que des études faites au niveau international affirment que la consommation du tabac provoque 35% des grossesses extra-utérines. Elle a souligné que les grossesses extra-utérines engagent le pronostic vital de la maman, puisqu'elles peuvent provoquer des hémorragies internes et la mort subite, ajoutant que dans certains cas la maman peut subir l'ablation de l'appareil reproductif en entier. L'intervenante a également souligné que le tabagisme, actif et passif, aug-

mente les risques de fausses couches, au cours des premiers mois de la grossesse, de trois fois, ajoutant qu'il est également une cause de l'accouchement prématuré. S'agissant du développement du fœtus, elle a affirmé que le tabagisme provoque un retard de croissance intra-utérin, avec des impacts sur le développement du cerveau et des poumons. Pour sa part, Dr Bellahouel Amine, spécialiste en épidémiologie et médecine préventive à l'EHU d'Oran, a axé son interven-

tion sur le tabagisme chez les adolescents, soulignant qu'un nombre important d'adolescents fumeurs ont recours à la cigarette électronique. "La cigarette électronique ne génère pas de fumée et beaucoup de parents, qui ne savent pas à quoi elle ressemble, la confondent avec un stylo, ce qui la rend très attractive pour les adolescents, qui fument à l'insu de leur entourage familial", a-t-il souligné.

R E.

Quotidien economique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AFIN DE RÉDUIRE LES DÉLAIS DU TRAITEMENT DE MARCHANDISES

Vers la spécialisation des ports commerciaux

La congestion de nos ports et si avérée, que lors du dernier conseil des ministres, le Président de la République, a instruit, le Gouvernement à l'effet de concevoir une approche exhaustive pour une nouvelle stratégie de gestion portuaire, à soumettre en Conseil des ministres dans les meilleurs délais.

Par Réda Hadi

S'agissant des marchandises importées, le Chef de l'Etat, a ordonné au ministre des Transports «de redoubler de vigilance et de prudence face à toutes formes de manipulations, notamment la politique d'atermoisement s'agissant du contrôle des conteneurs», insistant sur l'impératif respect des délais de déchargement en renforçant les capacités et les dispositifs de contrôle, à même de permettre de libérer les espaces au niveau des ports secs, lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres. Aussi, le président de la République a enjoint de mettre en place un mécanisme de coordination, en matière de gestion de la pression issue des délais d'attente en rade au niveau des ports, "de manière à les réduire à une durée maximale de 24H". Il a également ordonné de réduire la pression sur le port d'Alger, de concert avec les agences maritimes commerciales, en dirigeant une partie du trafic maritime des navires de commerce vers tous les ports du pays. C'est à ce sujet, que M Djamel Eddine Abdelghani Dridi, secrétaire général au ministère des transports qui s'est exprimé chez nos confrères de la radio nationale, a affirmé que pour la gestion des ports, toute une batterie de mesures a été déposée au niveau du secrétariat général dudit ministère. La gestion de nos ports au nombre de 10, selon les textes proposés, sera assurée par l'APM (autorité portuaire et maritime)

qui aura à charge d'élaborer et de mettre en place une stratégie efficiente de la gestion des ports. Au passage, celui-ci a tenu à rassurer l'ensemble des personnels activant dans ces infrastructures que les droits socioprofessionnels acquis, sont inaliénables et irréversibles. Ceci dit, M Dridi, a expliqué, qu'un pic a été recensé le mois d'octobre 2023, avec un taux d'occupation de 83 %. Et que pour y remédier, un comité interministériel a été mis en place, présidé par le ministre des transports, avec des résultats probants, puisqu'il a été constaté 53 % de régression de la congestion des ports. Pour ce responsable, la solution serait d'ailleurs d'aller vers la spécialisation de nos ports, à l'instar de ce qui se fait dans le monde. Ce responsable est d'ailleurs revenu sur la question de congestion des ports, en précisant qu'en Mars 2024, à cause d'importation massive de viandes pour le Ramadhan et légumes secs, le port d'Alger a connu une forte augmentation du trafic, tout en soulignant que cela a été du, principalement à un problème de communication, entre les différents intervenants. Echaudé, le Ministère des transports, a donné aux DG de ces infrastructures d'y remédier en collaboration avec tous les intervenants, pas que les employés des ports. Pour y arriver il a été mis en place à travers une des filiales de Serport, AFS, une place forme numérique de la gestion des ports, pour apporter une véritable valeur

ajoutée aux ports et à leurs utilisateurs. Cette plateforme a œuvré en étroite collaboration avec les services des douanes (qui ont leur propre plateforme) pour assurer une fluidité de l'information et de l'action. En ce sens, que déjà avant que les navires n'accostent, ils renseignent par internet les services concernés de l'ensemble de leurs documentations qu'ils sont censés fournir dès leur arrivée. Il faut savoir, qu'en vérité de nos jours les conteneurs attendent 14 jours, pour régler leurs formalités. Ce qui en un sens, a-t-il avoué, n'est pas normal, et nuit considérablement à notre économie, à cause des surestaries. Aussi la numérisation mise en place a déjà permis d'atteindre ce délai (24h), et il est question surtout de le diminuer et de faciliter d'autant plus les démarches. De nos jours les plateformes portuaires sont gérées presque simultanément, à l'heure, a-t-il précisé, ajoutant que le débarquement ou le chargement d'un navire se fait à l'heure, car la durée d'attente est une perte financière pour le port. Aussi, a-t-il renchéri, que cette situation des délais nous impose un réajustement des textes règlementaires pour pouvoir respecter les délais de chargement et déchargement ». Conformément aux instructions présidentielles, et afin de réduire, la pression qui est exercée sur le port d'Alger, une étude est lancée pour associer d'autres ports, et surtout les spécialiser en fonction de leur activité principale. Il a cité comme exemple, les ports de Bejaia, et de Tenes, pour l'exportation de ciment.

EXPORTATION HORS HYDROCARBURES

Tebboune ordonne l'élaboration d'une stratégie exhaustive

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, au Gouvernement d'élaborer une stratégie exhaustive englobant toutes les étapes d'exportation des produits algériens, notamment au vu de l'augmentation du nombre d'entreprises actives dans ce domaine. "Concernant le schéma d'exportation des produits algériens, le président de la République a enjoint aux ministres des Finances, de l'Industrie et du Commerce la réalisation d'une nouvelle étude scientifique et économique sur la faisabilité et l'efficacité de l'exportation de certains produits algériens", précise le communiqué du conseil des ministres. Le président de la République a également souligné que l'encouragement par l'Etat des opérations d'exportation des produits algériens, visait en premier lieu à soutenir l'économie nationale, générer une ressource supplémentaire de la devise et équilibrer la balance commerciale. Par ailleurs, dans le domaine de la numérisation, le chef de l'Etat a instruit de créer un groupe de bureaux d'études, spécialisé dans le suivi de la réalisation du projet de Banque de données nationale. Concernant «le suivi de l'état d'avancement du processus de numérisation et dans le prolongement de la réalisation du projet de Banque de données nationale +Data Center+ qui connaît un rythme avancé, Monsieur le Président a enjoint à la Haut-Commissaire à la Numérisation, de créer un groupement de bureaux d'études, spécialisé dans le suivi de la réalisation de ce projet», selon un communiqué du Conseil des ministres.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

«Il y a une ferme volonté politique pour construire un Etat démocratique et social fort»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé qu'il y avait une ferme volonté politique pour construire un Etat démocratique et social fort, par fidélité aux sacrifices des Chouhada et en réponse aux aspirations du peuple algérien. «Nous construirons un Etat démocratique et social fort qui consacre le principe de la consultation et garantit, au peuple, une répartition équitable des richesses du pays», a assuré le Président de la République lors de sa rencontre avec les citoyens et les notables de Khenchela, dans le cadre de sa visite, jeudi dernier, dans cette wilaya, diffusée, dimanche soir sur les chaînes télévisées et radiophoniques nationales. Le Président de la République a rappelé les principaux facteurs qui renforcent actuellement l'autorité de l'Etat algérien, à savoir "la cohésion du front interne et l'unité du peuple algérien", ainsi que "le développement continu de l'économie nationale et la force de l'Armée natio-

nale populaire (ANP)", des facteurs, a-t-il dit, qui ont eu un impact positif sur l'efficacité de la diplomatie algérienne et renforcé sa position en faveur des causes justes à leur tête les causes palestinienne et sahraouie, en assumant toutes les conséquences qui en découlent". Il a indiqué que "la véritable démocratie commence par les Assemblées élues", soulignant à ce propos la nécessité de "procéder à la révision du découpage administratif de façon scientifique et non aléatoire, outre la révision des codes communal et de wilaya afin de conférer de larges prérogatives aux présidents des Assemblées populaires communales et de wilaya, et la révision des capacités financières des communes". Dans ce cadre, le Président de la République a affirmé qu'il y a une "forte volonté politique pour poursuivre les réformes économiques jusqu'à ce que l'économie algérienne atteigne la première ou la deuxième place en Afrique, et que l'on puisse disposer d'une écono-

mie forte garantissant la prospérité des citoyens". Il a ajouté que le développement auquel aspire tout un chacun est celui qui "assure l'équité entre l'ensemble des régions du pays, en comptant sur l'investissement national en premier lieu". Il a révélé que les demandes d'investissement national "sont en hausse continue et dépassent les 7.000 demandes". Le Président de la République a, par ailleurs, affirmé que "la nouvelle approche économique adoptée dans le domaine de l'investissement définit les rôles de l'Etat en matière de contrôle, d'aide, d'encouragement et de prise en charge de tous les domaines de service", soulignant qu'il existe "des dossiers lourds en attente d'être traités et de grandes réformes à concrétiser, par souci de renforcer l'autorité de l'Etat". Répondant aux préoccupations et aux propositions des notables et des citoyens de Khenchela, le Président de la République a relevé que le programme com-

plémentaire de développement dont a bénéficié la wilaya était à même d'"éliminer les disparités et de désenclaver cette wilaya". Le Président de la République s'est engagé à concrétiser la plupart des propositions des habitants de la wilaya, qui, a-t-il dit, "rejoignent les efforts des pouvoirs publics visant à booster le développement dans cette wilaya, à condition que ces projets soient soumis à des études de faisabilité approfondies". Il s'est, également, engagé, à revoir la tarification de l'électricité et a donné son accord de principe pour la réalisation de barrages dans la région, et la création d'une annexe universitaire pour l'enseignement de la médecine à la prochaine rentrée universitaire. Pour le sport, le Président de la République s'est engagé à soutenir l'équipe de l'USM Khenchela, en facilitant la conclusion d'un contrat de sponsoring, lui souhaitant plein succès pour la prochaine saison.

CONSTANTINE

Six morts dans un accident de la route à Ain Abid

Six (6) personnes sont mortes dans un accident de la route survenu lundi dans la commune d'Ain Abid (wilaya de Constantine), apprend-t-on auprès de la Protection civile. La même source a précisé que l'accident s'est produit sur le chemin de wilaya n 133 dans la zone d'Al-Hajjaj, commune et daïra d'Ain Abid, suite à une collision suivi d'un incendie entre une voiture touristique équipée d'un kit GPL et un camion-citerne transportant du carburant. L'accident a ainsi causé la mort de 6 personnes qui se trouvaient à bord de la voiture, a indiqué la même source soulignant que les corps des victimes ont été transférés à la morgue de l'hôpital local. De leur côté, les services de sécurité ont ouvert une enquête afin de déterminer les causes de l'accident.

MAISON DE L'ACCOMPAGNEMENT ET DE L'INSERTION EN FORMATION PROFESSIONNELLE À ORAN :

Accompagnement de plus de 100 porteurs de projets

La maison de l'accompagnement et d'insertion, relevant de la direction de la Formation et de l'Enseignement professionnels d'Oran, a procédé, depuis son lancement, à l'accompagnement de plus de 100 porteurs de projets du secteur, en vue de créer leurs propres entreprises, a-t-on appris, dimanche, de son coordinateur. Depuis son lancement, fin 2021, cette maison a accompagné plus de 100 diplômés et stagiaires des établissements de formation dans différentes spécialités dispensées par le secteur, a souligné Farahi Benyahia, coordinateur de la maison de l'accompagnement et d'insertion, en marge du salon local de l'innovation du secteur, ouvert samedi. Cette instance constitue l'espace optimal pour communiquer avec les jeunes de la formation professionnelle désirent accéder au monde de l'entrepreneuriat avec les opérateurs économiques et différents dispositifs de soutien à la création des micro-entreprises, a ajouté l'intervenant. Son rôle principal est de fournir l'accompagnement et l'orientation nécessaires aux jeunes stagiaires pour faire leurs premiers pas dans le monde de l'entrepreneuriat, car il s'agit d'un espace ouvert et d'un point d'échange d'expériences et d'informations entre eux et les acteurs de l'économie dans leurs différents secteurs. Cette instance contribue également - selon le même responsable - à faciliter l'intégration des diplômés des établissements de formation et de l'enseignement professionnels sur le marché du travail, en plus de fournir une main d'œuvre qualifiée et spécialisée dans divers domaines au profit des entreprises économiques.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

ENVIRONNEMENT

Dahleb met en avant l'importance de la numérisation pour la réalisation des ODD

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb, a souligné, dimanche, l'importance de la numérisation pour le secteur de l'environnement, notamment les réseaux intelligents et les systèmes de gestion des services logistiques, qui permettent de réduire le gaspillage d'énergie et de simplifier les chaînes d'approvisionnement en vue de la réalisation des objectifs du développement durable (ODD). Dans une allocution prononcée lors d'une cérémonie de distinction des lauréats du concours national "Scratch for green impact", Mme Dahleb a indiqué que la transition numérique était à même d'améliorer l'utilisation des ressources naturelles, de réduire la pol-

lution tout en jouant un rôle majeur dans le développement des infrastructures intelligentes, à l'instar des villes intelligentes et du transport intelligent, d'autant que les outils numériques tels que les réseaux intelligents et les systèmes de gestions des chaînes d'approvisionnements et de logistiques, contribuent à la réduction du gaspillage d'énergie, à la simplification des chaînes d'approvisionnement, et à l'amélioration de leur utilisation de manière réglementée en faveur du développement durable. Partant de son rôle primordial dans la gestion de la vie quotidienne, il est impératif, estime la ministre, de recourir à la numérisation "notamment dans les domaines économique, social et environnemental". Et

SITEV

Clôture de la 23^e édition

La 23e édition du Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), qui a vu la participation de 475 exposants, dont 100 étrangers, a été clôturée, dimanche, au Palais des expositions (Alger). A cette occasion, le Chef de cabinet du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Terguini Abdelhamid a indiqué que cette édition avait été marquée par une "forte participation" d'opérateurs algériens et étrangers, ajoutant que cette manifestation a permis de mettre en avant les résultats positifs réalisés par l'Algérie en matière de promotion de la destination touristique nationale, grâce à une approche plus claire". "La participation de plusieurs pays étrangers à cet événement reflète "les pas importants" franchis par l'Algérie, en vue d'ériger une destination touristique pionnière, et de renforcer sa position parmi les destinations touristiques mondiales", a indiqué l'intervenant. Et d'ajouter que, "cette édition a connu un succès qui s'est manifesté, notamment à travers la présentation de l'ensemble des circuits touristiques au niveau national, et la mise en exergue

d'ajouter, que la transition numérique contribuera à accéder, plus efficacement, aux informations, à travers "l'utilisation des technologies pour améliorer la gestion des ressources naturelles, notamment, la gestion de l'eau, la promotion de l'innovation en matière d'énergie renouvelable et de production durable". Dans ce contexte, Mme. Dahleb a rappelé les efforts consentis par l'Algérie, notamment l'actualisation de son arsenal juridique et législatif, pour la concrétisation de la transformation numérique sur le terrain, en vue de la préservation du patrimoine culturel, naturel et environnemental, contre toute dégradation, en adoptant des approches plus modernes et durables.

CIBLAGE DES JOURNALISTES À GHAZA PAR L'ENTITÉ SIONISTE

L'Organisation nationale des journalistes algériens condamne

L'Organisation nationale des journalistes algériens a condamné la poursuite du ciblage des journalistes dans la bande de Ghaza par l'occupation sioniste, qui a assassiné samedi la journaliste Oula Al-Dahdouh. L'Organisation a souligné, dimanche dans un communiqué, qu'en ciblant les journalistes, l'entité sioniste "tente de couvrir ses crimes et d'imposer un black-out médiatique sur la bande de Ghaza et Rafah", rappelant que 148 journalistes avaient été assassinés depuis le début de l'agression sioniste contre l'enclave palestinienne. Expriment sa solidarité pleine et entière avec les journalistes palestiniens, l'Organisation a affirmé que l'entité sioniste avait atteint le summum de la criminalité contre les journalistes qu'elle soumet à une politique de terreur et d'intimidation. Aussi, l'Organisation nationale des journalistes algériens a-t-elle appelé à l'ouverture d'enquêtes internationales sur les violations quotidiennes et systématiques contre les journalistes palestiniens, exigeant la libération de tous les journalistes détenus. L'Organisation a, par ailleurs, salué les positions de la diplomatie algérienne en faveur de la cause palestinienne et ses efforts pour faire cesser l'agression sioniste, oeuvrer à l'ouverture d'enquêtes internationales et suivre la mise en œuvre des décisions de la Cour pénale internationale (CPI) contre l'entité sioniste, mais aussi son

action héroïque et continue pour l'admission de plein droit de la Palestine à l'ONU. "Ces efforts internationaux de la diplomatie algérienne sont menés sur instructions du président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune, conformément aux principes de l'Etat algérien consacrés dans la Déclaration du 1er Novembre rejetant toutes les formes de colonialisme", a soutenu l'Organisation.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 03 جوان 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Juin 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			
DA / Kg		دج / كلف			
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	75	87	63	البطاطا
	Tomate	82	94	70	الطماطم
	Oignon sec	79	88	71	البصل الجاف
	Ail sec	406	464	348	الثوم الجاف
	Ail vert	112	126	99	الثوم الأخضر
	Carotte	70	79	61	الجزر
	Navet	101	111	91	لفت
	Poivron	122	136	108	الفلفل الاخضر
	Piment	140	159	121	الفلفل الحار
	Courgette	87	97	76	الكوسية
	Haricot vert	213	235	191	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	129	143	115	الخس
Fruits frais	Pomme locale	457	583	331	التفاح المحلي
	Datte	556	680	432	التمر
	Melon	140	158	123	البطيخ الأصفر
	Pastèque	93	106	80	البطيخ الأحمر
	Banane	335	349	321	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1684	1821	1547	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	349	361	337	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	98	104	92	حليب البقر (لتر)

PLUS DE 7400 PROJETS ENREGISTRÉS À L'AAPI

L'investissement sur la bonne voie

Le train de l'investissement en Algérie est désormais sur rails, et ce, grâce aux efforts de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI). Créée en 2022, juste après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement, cette Agence a réussi, en quelques mois, l'exploit de gérer, de soutenir et d'accompagner les investisseurs nationaux et étrangers dans la réalisation de leurs projets. Jusqu'au 31 mai dernier, l'agence a enregistré plus de 7 400 projets d'investissement, pour une valeur de 3 436,9 milliards de dinars, avec prévision de la création de plus de 181 000 postes d'emploi directs, indique le Directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache.

Par Mourad A.

S'exprimant hier au «Forum d'El Moudjahid», Rekkache a étalé la stratégie de son agence pour promouvoir l'investissement et améliorer le climat des affaires en Algérie. L'intervenant a indiqué que la stratégie élaborée repose sur trois axes. Tout d'abord, l'agence a procédé à l'assainissement d'un lourd portefeuille hérité de l'ex-ANDI, soit 9 500 dossiers d'investissement réduits actuellement à 8 414. Parmi ces dossiers, 3 184 projets confrontés à des obstacles bénéficient d'une prolongation de délais grâce à l'accompagnement de l'AAPI. Par ailleurs, 3 000 projets entreront en exploitation prochainement, créant ainsi

plus de postes d'emploi et générant davantage de richesses pour l'économie nationale, a affirmé le responsable. Au passage, Omar Rekkache a également évoqué le portefeuille du Conseil National d'Investissement (CNI). Il a révélé que son agence devait gérer 126 conventions d'investissement et 208 décisions d'investissement, totalisant 766 projets. Quant au deuxième axe de cette stratégie, Il consiste à la mise en œuvre rapide de la nouvelle loi sur l'investissement, laquelle, depuis sa publication au Journal Officiel, a suscité un engouement sans précédent des investisseurs, dira-t-il. Les chiffres sont à l'appui. Au 31 mai dernier, 7 482 projets ont été enregistrés, d'une valeur de 3 436,9 milliards de DA, avec prévision de

la création de plus de 181 000 postes d'emploi directs. De plus, une centaine d'intentions d'investissement étrangères ont été déclarées, incluant 127 projets, dont 45 projets d'investissement étranger direct (IDE) et 82 autres en partenariats entre opérateurs nationaux et étrangers, ajoute l'intervenant. En dernier lieu, l'intervenant a loué les avantages de la plateforme numérique de l'investissement, considérée comme l'innovation majeure de la nouvelle loi sur l'investissement. Cette plateforme a transformé l'écosystème de l'investissement en Algérie en permettant un accès facile et transparent aux avantages et au foncier. Elle est le portail informationnel et l'inter-

face des informations liées à l'investissement, affirme-t-il. Dès son lancement en février dernier, la plateforme a proposé 404 assiettes foncières et enregistré 1 876 demandes. De plus, elle a aidé les cadres de l'AAPI à attribuer des décisions (provisaires et définitives) aux 232 porteurs de projets. Il convient de noter que Kamel Kheffache, membre de la Haute Commission pour l'Investissement au niveau de la Présidence de la République, a participé au forum. Son intervention portait sur les démarches à suivre par les opérateurs et les porteurs de projets d'investissement pour introduire des recours au niveau de son instance. Il a également souligné l'importance accordée par le Président de la République au volet investissement.

BLANCHIMENT D'ARGENT ET DE FINANCEMENT DU TERRORISME

Faid préside une réunion ordinaire de la commission nationale d'évaluation des risques

La commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive a tenu sa réunion ordinaire, sous la présidence du ministre des Finances, Laaziz Faid, a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère. La réunion, tenue au siège du ministère des Finances, en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, en sa qualité de vice-président de la commission, et de membres de cette instance, a été consacrée à l'examen de plusieurs points inscrits à l'ordre du jour et portant essentiellement sur la présentation du plan d'action du Comité National de Coordination chargé de gérer le dossier de la mise à niveau du système national LBC/FP du Groupe d'Action Financière, et l'avancement des travaux liés à l'élabo-

ration du rapport national sur des risques de LBC/FP. Dans son intervention à cette occasion, le ministre des Finances a insisté sur le caractère exceptionnellement important que revêt cette réunion. Il a également indiqué que ce Comité National doit se saisir de la problématique de la mise à niveau du système national de lutte contre le blanchiment aussi bien dans les aspects de conformité des textes aux standards internationaux, mais également en veillant à l'efficacité des actions menées dans ce cadre. "Cette problématique se rajoute aux missions originales du Comité national qui sont : l'examen et l'adoption du rapport national d'évaluation des risques", selon la même source. Par ailleurs, M. Faid a invité tous les participants à "intensifier et coordonner les efforts pour défendre la position du pays vis-à-vis des instances internationales spé-

cialisées, concernant la valorisation des actions entreprises pour améliorer la conformité et l'efficacité du système national", ajoute le communiqué. Il a enjoint toutes les parties prenantes impliquées à "mobiliser les ressources de notre intelligence collectives pour atteindre l'objectif recherché". Il est à noter que cette réunion a été marquée par la présentation du plan d'action du Comité National de Coordination et la présentation d'exposés concernant l'état d'avancement des travaux liés au processus d'évaluation nationale des risques, ainsi que des propositions pour accélérer la préparation du rapport national d'évaluation des risques et aligner le système national sur les normes internationales telles que définies par le Groupe d'action financière. Pour sa part, le représentant de la cellule de traitement du renseignement financier a présenté

le plan d'action de la cellule concernant les mesures de mise à niveau renforcées avec le Groupe d'action financière, et les avancées notables qui ont été réalisées. Afin de prendre en charge l'aspect de l'efficacité qui repose sur la coordination et la disponibilité, une journée d'études sera organisée le 5 juin au profit du groupe de travail intersectoriel chargé de la conduite de l'évaluation nationale des risques. D'autre part, le Chef de projet pour la conduite de l'ENR a présenté, d'une manière détaillée, l'état d'avancement des travaux liés à l'élaboration du rapport national sur les risques. Il a en outre exposé les actions qui ont été réalisées ainsi que les actions qui restent à réaliser. La collecte et l'analyse de données, l'identification des acteurs explicité, l'évaluation des vulnérabilités et des menaces, ainsi que l'examen des politiques et des pratiques

existantes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, ont aussi été expliqués lors de cette présentation. En conclusion, des recommandations ont été formulées relatives à des mesures à prendre afin de renforcer et d'enrichir le cadre législatif notamment, les projets de lois relatifs aux assurances et aux associations. L'accent a été également mis sur l'impératif de cordonner entre les différentes institutions et organismes concernés qui visent à promouvoir une meilleure compréhension des risques de blanchiment et de financement du terrorisme, conformément aux meilleures pratiques internationales. Au terme de la réunion, le ministre a "réitéré à tous les présents son soutien indéfectible et a réaffirmé son engagement à les accompagner dans la réalisation de leurs missions", selon le communiqué.

INTRODUCTION EN BOURSE

Trois dossiers de PME à l'étude

Synthèse Slimane T

Après avoir salué l'entrée réussie du Crédit populaire d'Algérie (CPA) à la Bourse d'Alger, début 2024, en attendant l'introduction, au courant de cette même année, de la Banque de développement local (BDL) et d'une «société du secteur des télécommunications», le président de la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), Youcef Bouznada a fait savoir que la COSOB a récemment reçu des demandes de trois petites et moyennes entreprises (PME) exprimant leur intention d'entrer en Bourse. Il a précisé que l'étude des dossiers de ces entreprises opérant dans le secteur industriel était en cours. Le responsable a également annoncé la création prochainement d'une commission qui constituera une fenêtre unique pour le marché financier en vue de «réduire le temps et les efforts et de simplifier les procédures pour les entreprises désirant entrer en bourse

en leur permettant de s'adresser à une seule entité représentant le marché boursier». «Un portail numérique dédié au marché financier sera également lancé, avant la fin de l'année en cours, permettant de soumettre toutes les demandes des opérateurs du marché financier en ligne, outre le lancement du nouveau site web de la COSOB», souligne-t-il, lors de son intervention à une cérémonie du lancement du projet de la numérisation des ordres de la Bourse, en partenariat avec l'Autorité gouvernementale de certification électronique (AGCE). Une opération visant à conférer une plus grande dynamique aux transactions sur le marché financier national, tout en améliorant l'attractivité de ce dernier. Youcef Bouznada a annoncé la mise en service d'une plateforme électronique appelée "E-tawki3", en vue de transférer les ordres qui se faisaient auparavant sous format papier vers un format électronique, ce qui permet aux investisseurs de présenter leurs ordres avec facilité et une plus grande célérité, à tra-

vers les intermédiaires dans les opérations de bourse, les prestations bancaires électronique Ebanking, ou à travers d'autres applications, permettant de faciliter l'opération de transaction, tout en leur épargnant le déplacement vers les agences bancaires. Pour sa part, le directeur général de la numérisation, de la digitalisation et des systèmes d'information économiques au ministère des Finances, M. Boudjema Ghanem, a relevé que le lancement de ce projet s'inscrit dans le cadre de la poursuite du processus de transformation numérique du pays et du développement et de la modernisation du marché financier national, en vue de booster les transactions boursières et réduire leurs coûts pour les opérateurs, qu'il s'agisse de personnes physiques ou d'entreprises. M. Ghanem a également souligné que les défis à relever en la matière concernent en particulier la révision du cadre juridique et réglementaire du marché boursier afin de créer un environnement propice à la croissance et au développement de l'industrie

financière en Algérie. Et d'ajouter que la création d'actifs financiers numériques et la gestion de leurs plateformes constituent un défi pour le marché boursier en raison de leurs dimensions qui nécessitent une attention particulière, notamment la gestion des risques, la sécurisation des données des utilisateurs, la mise en place d'infrastructures adaptées, l'interopérabilité et le développement de nouvelles technologies telles que la Blockchain et son exploitation. Dans le même sillage, la COSOB et l'AGCE ont signé un accord-cadre définissant le cadre général pour activer la numérisation des ordres de bourse via la plateforme numérique de signature électronique au profit des intermédiaires de bourse agréés. A ce propos, Mme Zahia Brahimi, directrice générale de l'AGCE, partenaire technologique de la COSOB dans le cadre du projet de plateforme, a affirmé que l'accord intervient pour accompagner la dynamique accélérée de la transformation numérique que connaît l'Algérie.

MOSTAGANEM

Renforcement du réseau électrique avec 12 nouveaux transformateurs

Le réseau électrique de la wilaya de Mostaganem a été renforcé par 12 nouveaux transformateurs électriques, en prévision de la saison estivale 2024, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de wilaya de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz. La direction de Sonelgaz de Mostaganem a réalisé, dans le cadre de la préparation de la saison estivale 2024, 12 nouveaux transformateurs électriques et 36 km du nouveau réseau électrique de basse et moyenne tensions au niveau de différentes régions de la wilaya. Ces projets permettront d'améliorer et de garantir la qualité et la persistance du service d'alimentation en énergie électrique et répondre à la demande accrue, durant la période estivale, qui enregistre un pic de consommation locale d'électricité. Dans le cadre du même programme, 9 nouvelles lignes électriques ont été mises en service à partir du transformateur de Aïn Nouissy d'une capacité de 60/30 kilovolts et une longueur de 66 km. Cette opération vise à améliorer la qualité du service et réduire l'intensité de la tension sur le réseau, surtout la région Ouest et Sud de la wilaya, à l'instar des communes de Bouguirat, Sirat, Hassiane, Aïn Nouissy, Aïn Sidi Cherif, Fornaka et Hassi Mameche. Parallèlement, la société Sonelgaz de Mostaganem a effectué, durant la même période, des opérations de maintenance du réseau touchant des points faibles, soit plus de 1.040 km de lignes de moyenne et basse tensions. En outre, il a été procédé à la maintenance de 368 transformateurs électriques, le changement de 581 isolants et 251 autres lavés, sachant que ces opérations se sont étendues pour toucher des transformateurs de moyenne et haute tensions, en y effectuant 20 opérations de maintenance. S'agissant de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies, la même direction a opté pour la coupe de 3 km d'arbres et la réalisation de plus de 7 ha de lignes pare-feu, a-t-on ajouté.

BATNA

Signature d'une convention de jumelage entre l'université Batna 2 et l'Académie chinoise des sciences

Une convention de jumelage a été signée dimanche entre l'Université chahid Mustapha Benboulaïd (Batna 2) et l'Académie chinoise des sciences en présence de chercheurs et cadres des deux institutions et du wali de Batna, Mohamed Benmalek.

L'occasion a donné lieu également à la signature d'un accord spécial entre l'Institut de la terre et de l'univers de l'université Batna 2 et l'Académie d'innovation pour la science et la technologie des mesures de précision dans le cadre du projet international de recherche sur la gestion intégrée des risques majeurs à l'heure des changements climatiques. Pr. Hassan Smadi, recteur de l'université de Batna2, située dans la commune de Fesdis, a indiqué que cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme de coopération et d'échange scientifique avec cette université scientifique et technique chinoise en vue d'élargir les perspectives de recherche pour les étudiants chercheurs et les enseignants spécialisés. Ce jumelage, a-t-il ajouté, permettra de bénéficier des expériences chinoises dans les divers domaines scientifiques et les technologies modernes de précision et leurs multiples applications, notamment

celles relatives aux risques majeurs dont les séismes.

De son côté, Chengshun Liu, vice-recteur de l'Académie chinoise des sciences, a souligné l'importance de ce jumelage pour le renforcement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Chine particulièrement dans le domaine de transfert des technologies développées et la gestion intégrée des risques majeurs.

Pr. Risheng Chu, directeur-adjoint de l'Académie d'innovation pour la science et la technologie des mesures de précision, a indiqué que le choix de l'université de Batna 2 est le fruit d'un échange académique fructueux entre les deux parties à travers plusieurs publications scientifiques ayant conduit à la coopération entre des chercheurs de l'académie et de l'université Batna 2, ajoutant que des efforts sont faits pour le transfert de la technologie de la Chine vers l'Algérie dans les domaines de spécialités. Selon le directeur de l'Institut

de la terre et de l'univers de l'université de Batna, Dr. Habibi Yahiaoui, cette coopération assurera l'ouverture future d'une formation doctorale dans le domaine de la gestion des risques majeurs en coordination avec des chercheurs chinois en plus de la coopération scientifique et l'échanges des expériences. Le wali de Batna a salué l'initiative qui constitue un plus pour la recherche scientifique locale et nationale en ouvrant de larges horizons aux étudiants et chercheurs, estimant que la coopération dans ce domaine contribue au développement des connaissances des spécialistes de l'université et à l'acquisition d'expériences nouvelles qui leur permettraient de contribuer à contenir l'impact des changements climatiques.

L'occasion a donné lieu à la distinction de l'étudiant Lotfi Benmerabi de l'université de Batna 2, un des lauréats du grand concours international Huawei organisé dans la ville chinoise Shenzhen

SIDI BEL ABBES

Récupération de 7,5 hectares de foncier industriel

Au total, 7,5 hectares de foncier industriel ont été récupérés dans différentes communes de la wilaya de Sidi Bel Abbes, pour non concrétisation des projets d'investissement, a-t-on appris du wali, Samir Chibani. Dans le cadre des efforts déployés pour assainir le foncier industriel, il a été procédé à la récupération de 7,5 hectares, dont quatre assiettes de terrains, dans la zone industrielle de la commune de Sidi Bel Abbes, d'une superficie de 1,5 ha, six assiettes dans la zone industrielle de la commune de Ras El ma (2,2 ha)

ainsi que deux lots au niveau du pôle industriel d'une superficie de 0,3 ha, en plus de 13 lots au niveau de la zone d'activités de la commune de Telagh, d'une superficie de 2,95 ha et deux (2) lots dans la zone d'activités de Sfisef (0,56 ha), a précisé le chef de l'exécutif local. A ce titre, 27 projets d'investissement, qui devaient être réalisés sur ces assiettes foncières, ont été annulés car n'ayant pas été concrétisés. En ce qui concerne la récupération du surplus foncier non nécessaire pour l'activité des entreprises publiques, le wali a relevé la réalisation

d'une étude sur la situation de 38 entreprises publiques, qui a abouti à des décisions de la commission proposant la récupération de 14 lots en surplus de foncier dans la zone industrielle de Sidi Bel Abbes, d'une superficie estimée à 26,47 ha, ainsi que la récupération de 5 lots en surplus du foncier, situé au niveau des poches foncières, d'une superficie de 14,25 ha, a-t-il ajouté. S'agissant des projets d'investissement approuvés dans le cadre de la nouvelle formule énoncée par la loi sur l'investissement, via la plateforme numérique

des investisseurs, dont la supervision est assurée par l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), M. Chibani a révélé la validation, dans un premier temps, de trois projets d'investissement, dont deux orientés vers l'extension de la zone industrielle de Sidi Bel Abbes et un projet dans la ferronnerie, ainsi qu'un autre dans l'industrie plastique et l'orientation d'un projet vers la zone industrielle de Sidi Bel Abbes dans le domaine de l'industrie pharmaceutique.

TINDOUF

Création d'une zone franche commerciale dans la wilaya

Une nouvelle zone franche commerciale a été créée dans la wilaya de Tindouf, à proximité du poste frontalier "Mustapha Ben Boulaid" de la frontière algéro-mauritanienne, en vertu d'un décret exécutif publié dans le Journal officiel (JO) n36. Il s'agit du décret exécutif n 24-169 signé par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, le 28 mai dernier et portant création de la "zone franche commerciale Tindouf" et déterminant son im-

plantation géographique, sa délimitation, sa superficie, sa consistance, son fonctionnement et sa vocation, ainsi que les activités dont l'exercice y est autorisé. Cette zone est implantée sur le territoire de la commune de Tindouf, distante de 75 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Tindouf, à proximité du "poste frontalier Mustapha Ben Boulaid" de la frontière algéro-mauritanienne (passage 75), sur une superficie de 200 hectares, est-il mentionné dans l'annexe jointe au dé-

cret. La "zone franche commerciale Tindouf" comporte, selon les dispositions de ce texte, "l'ensemble des biens immeubles et meubles mis à sa disposition par l'Etat et ceux réalisés par le concessionnaire, lui-même, à l'effet d'assurer son fonctionnement, notamment les infrastructures, les immeubles et les terrains destinés aux activités des opérateurs économiques activant dans cette zone franche, ainsi que les locaux abritant les services publics. Sont exercées

au niveau de cette zone franche, les activités commerciales, notamment l'activité d'exportation, est-il précisé dans le décret. A titre provisoire, l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement est chargée de réaliser au profit de l'autorité concédante, les travaux permettant l'exploitation de la "zone franche commerciale Tindouf", et ce, jusqu'à l'installation de l'établissement public à caractère industriel et commercial.

Les inégalités dans le monde ont atteint des sommets depuis la pandémie

Au cours des quatre dernières années, les détenteurs de capitaux ont engrangé des profits considérables aux dépens de la classe ouvrière et des pays du Sud. Les riches se sont peut-être remis de la pandémie, mais les pauvres souffrent toujours de ses effets économiques.

Par Max Lawson (*)

Le milliardaire Warren Buffett a dit un jour : « Il y a bien une guerre des classes, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui fait la guerre, et nous sommes en train de la gagner. » Une nouvelle analyse publiée par Oxfam cette semaine, à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs, montre concrètement que depuis 2020, la classe des riches, comme l'appelle Buffett, est en train de gagner gros.

Entre 2020 et 2023, les dividendes mondiaux versés aux riches actionnaires ont augmenté en moyenne quatorze fois plus vite que les salaires des travailleurs dans 31 pays, qui représentent ensemble 81 % du PIB mondial. Les dividendes mondiaux des entreprises sont en passe de dépasser le record historique de 1 660 milliards de dollars atteint l'année dernière. Les versements aux riches actionnaires ont augmenté de 45 % en termes réels entre 2020 et 2023, alors que les salaires des travailleurs n'ont progressé que de 3 %. Les 1 % les plus riches, simplement en détenant des actions, ont empoché en moyenne 9 000 dollars de dividendes en 2023 – il faudrait huit mois à un travailleur moyen pour gagner cette somme en salaire. Ces chiffres sont importants, car tant que les revenus du capital augmenteront plus rapidement que ceux du travail, la crise des inégalités s'aggravera. Au cœur de notre économie se trouve une lutte constante entre les propriétaires – ou le capital, comme on l'appelle en économie – et les travailleurs, ou la main-d'œuvre. La mesure du progrès, ou de l'absence de progrès, est la mesure dans laquelle les bénéfices de tous ces milliards d'heures de travail effectuées chaque jour reviennent aux travailleurs et à leurs familles, entraînant une plus grande égalité, ou la mesure dans laquelle les bénéfices reviennent aux propriétaires du capital, entraînant une plus grande inégalité. Pour la majorité des habitants de notre planète, les années qui ont suivi 2020 ont été incroyablement difficiles. La pandémie a été un coup dur. La maladie a fait des millions de victimes et des millions d'autres se sont retrouvées dans le dénuement alors que le monde s'arrêtait. La forte augmentation du prix des denrées alimentaires et d'autres produits de première nécessité, qui a suivi en 2021, est devenue une nouvelle réa-



lité douloureuse pour de nombreuses familles à travers le monde, qui tentent d'acheter de l'huile, du pain ou de la farine sans savoir combien de repas elles devront sauter ce jour-là. Je pense à mes amis du Malawi, par exemple, où j'ai vécu, qui luttent chaque jour pour rester à flot, ou aux millions de Britanniques qui dépendent des banques alimentaires pour échapper à la faim. À l'échelle mondiale, la pauvreté est toujours plus élevée qu'en 2019. Les inégalités entre les pays riches et les pays du Sud se creusent pour la première fois depuis trois décennies. Mais pour les plus riches de notre société, les détenteurs de capitaux, les années écoulées depuis 2020 ont été vraiment bonnes. Les milliardaires, qui sont environ trois mille dans le monde, comptent parmi les plus gros actionnaires. Sept des dix plus grandes entreprises mondiales ont un PDG milliardaire ou un milliardaire comme actionnaire principal. Au cours de la dernière décennie, la richesse des milliardaires a augmenté d'environ 7 % par an. Depuis 2020, cette augmentation s'est accélérée pour atteindre 11,5 % par an. Le terme « actionnaires » a une connotation démocratique, mais c'est manifestement faux. En fait, ce sont les personnes les plus riches du monde qui détiennent la plus grande part des actions, voire de tous les actifs financiers. Des recherches menées dans vingt-quatre pays de l'OCDE ont montré que les 10 % de ménages les plus riches possèdent 85 % de l'ensemble des actifs financiers

– y compris les actions de sociétés, les fonds communs de placement et d'autres entreprises – alors que les 40 % les moins riches n'en possèdent que 4 %. Aux États-Unis, les 1 % les plus riches possèdent 44,6 % du capital, tandis que les 50 % les plus pauvres n'en possèdent que 1 %. Les riches ne sont pas seulement riches, ils sont aussi majoritairement masculins et majoritairement blancs. Aux États-Unis, 89 % des actions sont détenues par des Blancs, 1,1 % par des Noirs et 0,5 % par des Hispaniques. De même, au niveau mondial, seule une entreprise sur trois est détenue par des femmes. Ces rendements exceptionnels pour les actionnaires ne font donc qu'accroître les revenus et la richesse des plus hauts dirigeants. Comment remédier à cette situation ? Le Brésil, qui préside cette année le G20, le groupe des économies les plus puissantes du monde, a inscrit pour la première fois la nécessité d'augmenter les impôts à l'ordre du jour officiel. Dans le même temps, le président Joe Biden a une nouvelle fois déclaré qu'il était favorable à un nouvel impôt sur les milliardaires. Mais en fin de compte, l'impôt consiste à régler un problème une fois qu'il est bien apparu. L'essentiel est de veiller à ce que l'économie ne crée pas d'inégalités aussi importantes. Un moyen essentiel d'y parvenir est de faire pencher la balance en faveur des travailleurs. Les fruits du travail doivent être appréciés par les travailleurs, et non par ceux qui,

comme l'a dit John Stuart Mill, « s'enrichissent en dormant sans travailler, sans prendre de risques et sans faire d'économies ». Cela ne se produira qu'avec une augmentation de l'organisation et du pouvoir des travailleurs. Lorsque le pouvoir des travailleurs a été élevé, les inégalités ont été faibles et, comme l'a souligné le Fonds monétaire international, la baisse du nombre de membres des syndicats a directement contribué à l'augmentation des revenus des plus riches. Dans ce contexte, la résurgence des grèves et l'augmentation du pouvoir et de la voix des travailleurs, que nous avons observées ces dernières années, sont étonnantes. Ce n'est encore qu'une fraction de ce qui est nécessaire pour faire pencher la balance, mais une toute nouvelle génération de travailleurs comprend le pouvoir de l'organisation. Le soutien de la génération Z aux syndicats est le plus élevé de toutes les générations vivantes. Des ouvriers de l'automobile aux États-Unis aux travailleurs de l'habillement au Bangladesh, nous voyons des travailleurs se défendre contre les propriétaires et lutter pour un monde plus juste et plus égalitaire. Les travailleurs du monde entier doivent s'emparer de la balance et la ramener vers eux, ce qui créera la politique et l'économie d'une nouvelle ère d'égalité.

(*) Responsable de la politique en matière d'inégalité à Oxfam International.
Source : Les-Crises

TUNISIE TELECOM – SPARKLE

Pour une nouvelle route de transit IP internationale vers l'Europe

Un accord a été signé entre Tunisie Telecom, l'opérateur national global et convergent et Sparkle, le premier fournisseur de services internationaux en Italie et parmi les principaux opérateurs mondiaux, pour fournir un service de transit IP international en exploitant une nouvelle route de la Sicile à Milan.

«Tunisie Telecom» choisit l'opérateur «Sparkle» pour une nouvelle route de transit IP internationale vers l'Europe. Cet accord renforce le partenariat historique entre les deux opérateurs et fournit au marché tunisien des solutions Internet de qualité supérieure et entièrement diversifiées, avec la latence la plus faible. En effet, un accord a été signé entre «Tunisie Telecom», l'opérateur national global et convergent et «Sparkle», le premier fournisseur de services internationaux en Italie et parmi les principaux opérateurs mondiaux, pour fournir un service de transit IP international en exploitant une nouvelle route de la Sicile à Milan.

Dans le cadre de cet accord, «Sparkle» fournira une connectivité Internet internationale à haut débit au niveau de son Point de Présence (PoP) à Milan ainsi qu'une capacité dédiée sur le nouveau câble sous-marin moderne de «Sparkle» dans la mer Tyrrhénienne, reliant Palerme à Milan.

«Tunisie Telecom» est ainsi le premier opérateur tunisien à disposer d'une route active entièrement nouvelle et performante vers l'Europe, garantissant à la Tunisie une diversification complète, des performances améliorées et la latence la plus faible par rapport aux infrastructures existantes.

La nouvelle route répond également à la demande croissante de services Internet avancés et de contenu numérique en Tunisie, offrant la meilleure expérience de navigation aux consommateurs et aux entreprises de Tunisie Telecom.

Ainsi, cet accord renforce le partenariat historique entre les deux opérateurs et fournit au marché tunisien des solutions Internet de qualité supérieure et entièrement diversifiées, avec la latence la plus faible.

Il est à rappeler que «Tunisie Telecom» est un opérateur de services télécom entièrement intégré en Tunisie, avec des positions de leader sur tous les segments, avec plus de 6 millions de clients et un effectif d'environ 5.800 employés.

MAURITANIE

Le ministre des Pêches évoque la coopération avec la Chine

Le ministre des Pêches a déclaré que le décret qu'il a présenté en conseil des ministres, vise à apporter un certain nombre d'éléments, afin d'opérationnaliser le Port de N'Diogo, qui selon lui, est un port multifonctionnel. Il est essentiellement question de préciser ses missions et fonctionnement, étant ainsi en phase avec l'arsenal juridique national.

Pour le ministre, ces ajustements contribueront à favoriser une bonne gestion des installations portuaires de pêche et de commerce, l'entretien, la rénovation ou encore la gestion optimale du domaine portuaire, a-t-il précisé. Il est attendu qu'au terme des travaux, la Mauritanie dispose d'un quai de pêche, un quai de commerce, un chantier naval, dans un lieu aussi stratégique que N'Diogo, situé à la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie a-t-il souligné. Le ministre a affirmé que le gouvernement a mis les bouchées doubles, notamment en ce qui concerne la connexion du Port au réseau routier Nouakchott-Rosso, au réseau élec-

trique ainsi que l'approvisionnement en eau, à partir du fleuve Sénégal. Interpellé sur la nature de la coopération entre la Mauritanie et la Chine, notamment dans le secteur des Pêches, il a soutenu qu'elle est ancienne et solide.

Il a relevé que les deux pays sont liés par un protocole de pêche, signé à la fin des années 91. Il a en a résulté la création et l'implantation de deux sociétés chinoises en Mauritanie. Ceci, selon lui, a permis d'améliorer l'expérience des investisseurs locaux, à travers le transfert de compétences, la construction de flottes, etc. Par ailleurs, il a indiqué que lors de sa récente rencontre avec les autorités chinoises, il a

été question de la reprise des travaux de la commission qui ne s'est pas réunie depuis 2017.

En perspectives, l'amélioration de la coopération dans le domaine de la pisciculture, a soutenu le ministre. Il a poursuivi son exposé en soulignant que 2kg de poisson sur 3kg dans le monde, sont issus de la pisciculture ou de l'aquaculture.

A côté de cela, une vingtaine de bourses sera octroyée aux opérateurs, pour qu'ils soient formés à relever les trois principaux défis : disponibilité d'outils de pêche, infrastructures de débarquement et la transformation pour créer de la valeur ajoutée.

KOWEÏT

La fusion entre KNPC et KIPIC progresse

La fusion entre Kuwait National Petroleum (KNPC) et Kuwait Integrated Petroleum Industries Company (KIPIC) progresse et devrait être bientôt conclue. L'entité KIPIC sera dissoute et intégrée dans KNPC, qui sera structurée autour de 3 axes : production et opération, services de raffinerie et export. Cette fusion participe à la dynamique de consolidation de ses 8 filiales engagée par Kuwait Petroleum Corporation (à qui appartiennent KNPC et KIPIC) pour exploiter des synergies et améliorer son efficacité opérationnelle.

La première phase d'étude du projet de liaison ferroviaire entre le Koweït et le Royaume d'Arabie Saoudite sera achevée dans les trois prochains mois, d'après des sources du ministère des Travaux publics. La seconde phase, celle de la conception, nécessitera environ un an tandis que la troisième phase assurera la mise en œuvre dans un délai de trois ans pour une finalisation du projet en 2028. Les projets de lignes ferroviaires au sein du GCC ont connu un regain d'intérêt depuis décembre 2021, après une décennie morose où les plans

dressés en 2009 avaient été progressivement abandonnés suite aux baisses du prix du pétrole puis aux tensions géopolitiques liées au blocus du Qatar. La mise en service d'une ligne qui relierait Koweït City à Muscat pourrait avoir des retombées bienvenues sur les flux touristiques régionaux, et signaler une nouvelle étape dans le lent processus d'intégration régional. Des entreprises chinoises seraient en pole position pour remporter les contrats liés au projet Air Cargo City, qui devrait couvrir une superficie de 300 hectares à l'aéroport internatio-

nal de Koweït. Les contrats concernent la construction de plusieurs bâtiments mais aussi des services d'infrastructure, afin de consolider la position de hub logistique de l'aéroport international de Koweït. L'administration insiste sur le respect d'une procédure d'enchère publique et équitable, mais l'expérience des compagnies chinoises dans le domaine les placent en favoris, et serait dans la continuité de la relation bilatérale sino-koweïtienne et de la signature en Septembre 2023 de grands contrats de construction.

ARABIE SAOUDITE

Riyad prend des ordres pour la nouvelle vente d'actions d'Aramco

L'Arabie saoudite a ajouté quatre banques à son offre secondaire d'actions du géant pétrolier Aramco, alors que les conseillers ont commencé à prendre des ordres dimanche pour la vente qui pourrait finalement lever jusqu'à 13,1 milliards de dollars, 4 ans et demi après son introduction record en bourse. Le gouvernement saoudien peut vendre jusqu'à 0,7 % du capital du premier exportateur mondial de pétrole. Les banques accepteront les ordres jusqu'à jeudi et le prix sera fixé le lendemain. Les actions devraient commencer à être

négociées dimanche prochain sur la bourse saoudienne de Riyad. Les banques d'investissement qui ont participé à l'opération depuis son annonce jeudi sont Credit Suisse Saudi Arabia - qui fait partie du groupe UBS - en tant que teneur de livre national, ainsi que BNP Paribas, Bank of China International et China International Capital Corporation en tant que teneurs de livre étrangers, d'après un document boursier. La banque d'investissement de la Banque nationale saoudienne, qui est le chef de file et le coordinateur mondial

aux côtés de Citi, Goldman Sachs, HSBC, JPMorgan, Bank of America et Morgan Stanley, a déjà participé à l'opération. Al Rajhi Capital, Riyadh Capital et SaudiFransi sont également des teneurs de livre conjoints. M. Klein and Company et Moelis sont les conseillers financiers indépendants de l'opération. Cet accord intervient alors que le groupe des producteurs de pétrole de l'OPEP+ doit se réunir dimanche pour déterminer la politique de production, certains ministres se réunissant à Riyad, selon des sources de l'OPEP+.

MINERAIS CRITIQUES

Comment éviter une nouvelle « malédiction des ressources naturelles »

Réduite au rôle d'exportateur de minerais bruts, l'Afrique ne capterait qu'une part infime des revenus associés à ce marché en plein boom. Des stratégies axées sur le renforcement des capacités locales tout au long de la chaîne de valeur pourraient cependant lui permettre d'engranger une plus grande valeur ajoutée.

Alors que la Chine et les puissances occidentales se livrent déjà une bataille féroce autour de l'accès à ses minerais critiques, l'Afrique peut échapper à une nouvelle « malédiction des ressources naturelles » en adoptant des réglementations destinées à minimiser l'impact environnemental et social des activités minières, en augmentant la transformation locale de ces matières premières et en développant des industries destinées à soutenir le programme mondial de décarbonation, souligne un rapport publié le 1er juin 2024 par la société d'édition universitaire Elsevier. Intitulé « The race for critical minerals in Africa : A blessing or another resource curse ? », le rapport est élaboré par une équipe de chercheurs de l'Université des mines et de technologie (Ghana), l'Université Murdoch (Australie), l'Université Edge Hill (Royaume-Uni), et l'université du Queensland (Australie). Ces chercheurs précisent qu'il n'existe pas

de consensus universel sur la définition des minerais critiques. Les listes de ces minerais varient selon les régions et les institutions, et leur contenu évolue constamment. Par exemple, l'Australie a classé 47 minerais comme critiques. L'Union européenne (UE) a dressé une liste de 34 matières premières critiques qui sont importantes pour les économies du groupe des vingt-sept et qui risquent d'être perturbées, dont 17 sont qualifiées de « stratégiques » en raison de leur importance et des déséquilibres de l'offre et de la demande au niveau mondial. La liste des minerais critiques des États-Unis contient 50 éléments, dont 45 sont également considérés comme des minéraux stratégiques. En somme, chaque pays ou région a ses propres raisons de classer ces minerais comme critiques. Pour la plupart des pays occidentaux, les ressources minérales sont critiques s'ils sont essentiels pour une économie à fai-

ble émission de carbone ou pour la sécurité nationale, s'ils n'ont pas de substitut et s'ils sont vulnérables aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Un positionnement au plus bas niveau de la chaîne de valeur

Quoi qu'il en soit, le marché des minerais critiques a doublé de taille en cinq ans, atteignant 320 milliards de dollars en 2022. La demande de ces matières premières devrait plus que doubler d'ici 2030 et quadrupler d'ici 2050. Au regard de ces projections, les investissements dans l'exploitation des minerais nécessaires à la transition énergétique ont enregistré une hausse de 20 % en 2021 et de 30 % en 2022. Les dépenses d'exploration ont également augmenté de 20 % en 2022, sous l'effet d'une croissance record de l'exploration du lithium dans le monde entier.

CACAO

Le déficit mondial est finalement attendu à 439 000 tonnes en 2023/2024

Le marché mondial du cacao connaîtra en 2023/2024 son 3ème déficit consécutif. Alors que la dite campagne s'achève dans quelques mois, le manque de fèves s'annonce plus prononcé que prévu. En 2023/2024, le marché mondial devrait enregistrer un déficit de 439 000 tonnes, soit une hausse de 18 % par rapport aux prévisions initiales de 372 000 tonnes. C'est ce qu'a indiqué l'Organisation in-

ternationale du cacao (Icoco) dans son dernier Bulletin trimestriel de statistiques du cacao publié le 31 mai dernier. Cette révision à la hausse est liée à des prévisions de récolte plus faibles qu'attendu en Afrique de l'Ouest, principal foyer de l'offre. La Côte d'Ivoire, le Ghana et le Nigéria sont en effet confrontés à des problèmes climatiques ainsi qu'à des défis structurels liés au vieillissement des vergers et aux maladies comme le

Swollen Shoot qui affectent la productivité. D'après l'Icoco, la production mondiale de la fève devrait chuter de 11,7 % pour atteindre 4,461 millions de tonnes. Parallèlement, les broyages de cacao devraient également afficher un recul de 4,3 % pour s'établir à 4,855 millions de tonnes en 2023/2024. « Les données actuellement disponibles révèlent que les activités de broyage du cacao n'ont pas été interrompues

jusqu'à présent malgré les hausses record des prix du cacao. Cependant, le broyage à l'origine dans les pays producteurs s'est ralenti en raison du manque de fèves », souligne l'Icoco. Plus largement, l'Icoco prévoit que les stocks mondiaux de cacao tomberont à 1,328 million de tonnes, à la fin de la saison 2023/24, soit le plus bas niveau enregistré au cours des 45 dernières années.

NIGÉRIA

La raffinerie Dangote livre du carburéacteur à l'Europe

La raffinerie Dangote essaie de s'imposer comme un acteur clé dans le segment aval de l'industrie pétrolière africaine, notamment dans la fourniture de carburéacteur dont les premières cargaisons ont été livrées aux négociants pétroliers en avril. La raffinerie du groupe Dangote a franchi une étape importante en exportant sa première cargaison de carburéacteur vers l'Europe. L'information a été relayée, vendredi 31 mai, par la presse locale citant des données du fournisseur d'analyses financières S&P Global. Ces dernières montrent qu'un tanker, baptisé DoricBreeze, a quitté les côtes nigé-

rianes, lundi 27 mai dernier, avec à son bord 45 000 tonnes de carburéacteur destinées aux Pays-Bas. Une cargaison qui est partie intégrante d'un appel d'offres pour un total de 120 000 tonnes métriques pour lequel BP et Cepsa ont répondu en tant que principaux acheteurs. Ce développement intervient dans la foulée de plusieurs autres exportations de carburéacteur effectuées par la raffinerie Dangote dans la sous-région ouest-africaine notamment vers le Sénégal, le Togo ou encore le Ghana alors que du naphta, du fioul et du gasoil issus de l'installation ont déjà atteint les marchés d'Europe et d'Asie. Si ceci marque une avancée clé dans les ac-

tivités de la raffinerie, opérationnelle depuis environ 6 mois, c'est aussi une étape dans le renforcement du rôle de la raffinerie dans l'approvisionnement du marché international en produits pétroliers. Il y a quelques semaines, le groupe Dangote a réaffirmé son intention de continuer d'importer du brut américain, conformément à un plan qui prévoit notamment la fourniture d'essence et l'exportation de diesel à très faible teneur en soufre vers l'Europe d'ici le troisième trimestre 2024. Parallèlement, une double cotation de la raffinerie sur les Bourses de Lagos et de Londres a été annoncée par Aliko Dangote, le PDG du groupe.

CAMEROUN

Réduction de 20 milliards FCFA des importations de poissons en 2023

Le pays multiplie les efforts ces dernières années pour booster sa production halieutique et optimiser la filière locale. Quelques bassins de production modernes ont été créés et bénéficient d'un suivi régulier. Le rapport 2023 sur le commerce extérieur du Cameroun montre une baisse de 7 226 tonnes des importations de poisson (241 798 t en 2022 à 234 572 t), soit -3%. La baisse en valeur est encore plus prononcée, avec 20 milliards FCFA de moins dépensés par rapport aux 202,6 milliards de 2022, soit -10%. Le déficit sur le marché local reste pourtant de 270 000 tonnes, le pays n'ayant produit en 2023 que 230 000 des 500 000 tonnes de demande annuelle en poissons, selon le Plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique 2024-2026. Le gouvernement camerounais cherche à le réduire en boostant la production halieutique. Comme mesures dans ce sens, des bassins de production maritime et continentale ont été aménagés ces dernières années, et des appuis ont été apportés aux acteurs de la pêche et de l'aquaculture pour faciliter leur installation. Le Cameroun vise une production de 450 530 tonnes en 2030 selon le Pii-sah 2024-2026, ce qui devrait lui permettre de ramener à 3% le taux de dépendance aux importations de produits halieutiques.

BURKINA FASO

La production d'or sur un site de résidus miniers autorisée

Le Burkina Faso est le troisième producteur d'or en Afrique de l'Ouest, derrière le Ghana et le Mali. Pour augmenter les volumes produits, le pays multiplie depuis quelques mois les initiatives auprès des mineurs artisanaux et à petite échelle. Au Burkina Faso, la société Birba Hamidou Et Frères Sarl a obtenu un permis d'exploitation semi-mécanisé d'or, afin de produire 32 256 kg d'or en 4 ans. C'est l'annonce faite par le gouvernement burkinabé à l'issue du Conseil des ministres du 29 mai, précisant que ce projet de résidus miniers devrait rapporter 75 479 040 FCFA (124 641 \$) à l'État. Dénommé Samissi, le projet devrait aussi générer une contribution de 11 612 160 FCFA (19 175 \$) au profit du Fonds minier de développement local. Selon les détails fournis par le gouvernement, la production d'or proviendra du « traitement des haldes et terrils de mine issus des rejets d'orpaillage provenant du site de Yako ». Ces derniers mois, les autorités burkinabes multiplient les initiatives pour augmenter la production d'or, principale source de devises étrangères du pays. Pour le traitement des résidus miniers, le gouvernement a ainsi inauguré en mars 2024 un centre de traitement mutualisé de minerai d'or au profit d'environ 2000 artisans miniers. D'autres centres de traitement devraient aussi voir le jour dans le pays, alors que le Burkina Faso construit actuellement sa première raffinerie d'or, avec une inauguration prévue d'ici fin 2024. Pour rappel, le secteur minier représente 14 % du PIB et 80 % des exportations au Burkina Faso.

CAC 40

Les 8000 points repris pour démarrer le mois de juin

La Bourse de Paris est attendue en hausse lundi pour la première séance du mois de juin, à l'amorce d'une semaine qui devrait voir la BCE abaisser ses taux pour la première fois depuis 2019.

Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - livraison fin de mois - s'adjuge exactement 50 points pour s'établir à 8029 points, laissant entrevoir une ouverture bien au-dessus du seuil des 8000 points. Après un mois de mai sans grande saveur (+0,1%), le marché parisien espère se remettre sur de bons rails et renouer avec ses récents records, même si les écarts pourraient demeurer rester relativement limités avant les grands rendez-vous des prochains jours. Les investisseurs devraient en effet faire preuve d'un certain attentisme à l'orée d'une semaine qui s'annonce chargée, à la fois sur le plan de la politique monétaire et des indicateurs économiques. Malgré la publication la semaine passée de chiffres de l'inflation supérieurs aux at-

tentes, il ne fait plus guère de doute que la BCE réduira ses taux jeudi afin d'accompagner la reprise de la croissance en zone euro. Le point le plus intéressant concernera néanmoins la trajectoire de ses taux après le mois de juin, la ré-accélération de l'inflation étant de nature à alimenter les débats autour d'une éventuelle 'pause' de la BCE en juillet. 'Le marché va devoir naviguer à vue concernant la politique monétaire dans les mois à venir, ce qui devrait être générateur de volatilité', prévient Christopher Dembik, conseiller en stratégie d'investissement chez Pictet AM. Dans ce contexte, le marché de la dette reste très suivi. Après son accès de tension de la semaine passée, le rendement du Bund allemand à 10 ans recule autour de

2,66%, contre plus de 2,67% vendredi soir. Mais c'est celui des OAT françaises qui sera tout particulièrement surveillé ce matin suite à la décision de l'agence de notation S&P d'abaisser la note de crédit de la France. Aux Etats-Unis, les rendements obligataires se détendent de façon modeste, avec un papier à dix ans qui revient à 4,51%. Autre grand rendez-vous de la semaine, le rapport sur l'emploi américain - attendu vendredi - devrait confirmer que le marché de l'emploi reste toujours solide aux Etats-Unis. L'agenda macroéconomique du jour s'annonce lui aussi chargé puisque les inves-

tisseurs européen suivront en début de matinée la publication des indicateurs PMI définitifs dans le secteur manufacturier. L'ISM américain paraîtra quant à lui dans l'après-midi. Sur le marché de l'énergie, les cours pétroliers sont peu changés en dépit de la décision de l'Opep+ de prolonger sa baisse de production pour soutenir les prix. Le Brent recule de 0,3% à moins de 80,9 dollars le baril, tandis que le WTI américain cède lui aussi 0,3% pour repasser sous 76,8 dollars.

Les Bourses chinoises indécises à l'ouverture

Les Bourses chinoises ont ouvert lundi sans direction claire, avant la publication en Chine d'un indice indépendant sur l'activité manufacturière et après celle vendredi aux Etats-Unis d'un chiffre de l'inflation stable. Dans les premiers échanges à Hong Kong, l'indice Hang Seng gagnait 1,13% à 18.283,56 points. De son côté, l'indice composite de la Bourse de Shanghai cédaït 0,83% à 3.085,98 points, tandis que la place de Shenzhen était en baisse de 0,08% à 1.728,21 points.

La Bourse de Tokyo rassurée par l'indice d'inflation américain PCE

La Bourse de Tokyo évoluait en hausse lundi en matinée, rassurée par l'indice d'inflation PCE d'avril aux Etats-Unis, privilégié par la banque centrale américaine (Fed), dont les chiffres publiés vendredi ont été conformes aux attentes. L'indice vedette Nikkei gagnait 1,28% à 38.982,40 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix progressait de 1,19% à 2.805,59 points.

L'indice des prix à la consommation PCE est ressorti en hausse de 0,3% sur un mois en avril aux Etats-Unis et a augmenté de 2,7% sur un an, conformément aux projections des économistes. Le yen s'appréciait un peu face au dollar, qui valait 157,06 yens vers 01H00 GMT contre 157,31 yens vendredi à 21H00 GMT. La devise japonaise montait aussi par rapport à l'euro,

qui s'échangeait pour 170,52 yens contre 170,79 yens en fin de semaine dernière. Le cours euro/dollar était parfaitement stable, à un euro pour 1,0857 dollar. Le marché du pétrole reculait légèrement: vers 00H45 GMT le baril de WTI américain cédaït 0,16% à 76,87 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,18% à 80,96 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 Juin 2024 Valeur : 05 Juin 2024				
BASE	DEVICES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4847 134.4997
1	EUR	EURO		145.7680 145.8515
1	GBP	POUND STERLING		171.0131 171.0539
100	JPY	JAPANESE YEN		85.5882 85.6141
1	CNY	CHINESE YUAN		18.5591 18.5614
1	CHF	SWISS FRANC		148.9970 149.0962
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		98.4947 98.5129
1	DKK	DANISH KRONE		19.5444 19.5482
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.7924 12.7958
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8159 12.8191
1	AED	UAE DIRHAM		36.6084 36.6225
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8530 35.8628
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.2036 438.8245
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0005 43.4327
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5120 13.5135
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4739 27.6146
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5409 3.5413
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.9971 177.9971

L'Europe monte, les regards tournés vers la BCE

Les principales Bourses européennes sont orientées à la hausse lundi en matinée dans le sillage de Wall Street et dans un contexte d'optimisme lié à la première baisse attendue jeudi des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE). À Paris, le CAC 40 prend 0,58% à 8.039,08 points vers 07h30 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,76% et à Francfort, le Dax s'octroie 1%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,74%, le FTSEurofirst 300 de 0,84% et le Stoxx 600 de 0,53%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de

0,13% pour le Dow Jones, de 0,16% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,28% pour le Nasdaq après une séance vendredi où les indices ont bénéficié de la publication d'un chiffre d'inflation PCE aux Etats-Unis en avril conforme aux attentes, atténuant la crainte de taux d'intérêt élevés sur une longue durée. En zone euro, la BCE devrait abaisser jeudi de 25 points de base ses taux directeurs, premier assouplissement dans un cycle de resserrement monétaire entamé en juillet 2022 pour lutter contre une inflation qui a culminé à deux chiffres avant de redescendre en mai à 2,6%. Une enquête Reuters montre par

ailleurs que la Banque du Canada (BoC) devrait elle aussi abaisser mercredi son principal taux directeur, à 4,75%. Sur le marché obligataire, le rendement du Bund allemand à dix ans est stable, à 2,653%, tandis que celui de l'OAT française s'affiche pratiquement inchangé à 3,1441%, malgré la décision de l'agence de notation S&P Global Ratings d'abaisser la note de crédit de la France. Outre les anticipations de politique monétaire, la bonne tenue des marchés actions est alimentée par les indicateurs mensuels d'activité manufacturière dans le monde, puisque l'activité des usines est ressortie en hausse

en Chine, au Japon et en Corée du Sud. L'indice ISM manufacturier aux Etats-Unis sera publié à 14h00 GMT, tandis qu'en Europe, les PMI du secteur sont attendus un peu avant 08h00 GMT. En Bourse en Europe, la tendance positive est tirée par les secteurs de croissance comme ceux des nouvelles technologies (+1,03%) et celui du luxe (0,85%). La tech profite également des présentations par Nvidia et AMD de nouvelles puces destinées à l'intelligence artificielle (IA). Dans les valeurs individuelles, Atos est volatil après avoir ouvert en nette hausse. Le titre perd désormais 3,86% après

l'annonce par le groupe de deux offres de reprises révisées d'EPEI et d'un consortium mené par Onepoint. GSK plonge de 9,87%, un juge du Delaware ayant autorisé plus de 70.000 poursuites judiciaires concernant le Zantac, un médicament contre les brûlures d'estomac qui n'est plus utilisé. Valneva perd 1,75% malgré l'approbation vendredi par l'Agence européenne des médicaments (EMA) de son vaccin unidose contre le chikungunya. Hipgnosis Songs Fund avance de 0,99% alors que Blackstone est en passe de relever son offre sur le groupe selon le Financial Times.

EUROPE

La BCE s'apprête à baisser ses taux, de 4% à 3,75%

La Banque centrale européenne devrait, sauf énorme surprise, commencer à baisser jeudi ses taux d'intérêt, de 4% à 3,75%, offrant un bol d'air aux ménages et aux entreprises. Elle grillera ainsi la politesse à la Fed. La baisse des taux attendue ce jeudi devrait desserrer quelque peu les conditions de crédit des ménages.

On y est. La Banque centrale européenne (BCE) doit annoncer ce jeudi la baisse de ses taux d'intérêt. L'ampleur de cette première baisse des taux après le cycle de relèvement devrait être de 25 points de base, selon les experts. Cela ramènerait le taux sur les dépôts de 4%, son plus haut atteint en septembre dernier, à 3,75%. Il existe de « solides arguments en faveur d'une réduction des taux en juin », a ainsi déclaré récemment à l'AFP le gouverneur de la Banque de Finlande OlliRehn, qui siège au sein du conseil des gouverneurs de la BCE. Plusieurs de ses collègues se sont exprimés dans le même sens. Si la baisse se confirme, la BCE va brûler la politesse pour la première fois de son histoire à la Fed américaine dans ce domaine.

En zone euro, l'inflation repartie à la hausse en mai

L'inflation est repartie à la hausse en mai dans la zone euro, à 2,6% sur un an après 2,4% en mars et avril, selon des chiffres publiés vendredi. Mais, cette remontée « est liée à des facteurs temporaires », a commenté Riccardo MarcelliFabiani, analyste d'Oxford Economics. Du coup, elle « n'empêchera pas la baisse des taux d'intérêt en juin, clairement annoncée. Mais la BCE sera prudente et il est peu probable qu'elle abaisse (à nouveau) ses taux d'intérêt lors de la réunion de juillet », a-t-il estimé. Le gros de la désinflation a été effectué en zone euro, depuis le sommet à

plus de 10% de hausse des prix atteint en octobre 2022. La BCE entend néanmoins la voir encore descendre vers l'objectif de 2% qu'elle a fixé.

Un soulagement pour les emprunteurs

En France, le taux moyen des crédits immobiliers est passé de 1,07% à 4,12% entre janvier 2022 et janvier 2024. Logiquement, la baisse des taux attendue jeudi devrait donc desserrer quelque peu les conditions de crédit des ménages. Un coup de pouce bienvenu pour leur faciliter l'accès à la propriété immobilière et désengorger le marché locatif, devenu surchargé dans de nombreuses villes. Elle profitera aussi aux entreprises qui souhaitent emprunter des liquidités. Une baisse des taux permet également un allègement des conditions de crédit pour l'emprunt public. « La question la plus intéressante » jeudi autour de la table du conseil des gouverneurs sera donc de savoir « dans quelle mesure la BCE sera disposée à donner des orientations » sur ses taux au-delà de juin, affirme à l'AFP Dirk Schumacher, économiste chez Natixis.

Une deuxième baisse pas acquise

A ce sujet, des nuances au sein de la BCE entre les « colombes », partisans d'un cap monétaire souple, et les « faucons » adepte de l'orthodoxie monétaire, se sont déjà manifestées ces derniers jours. Après juin, une deuxième baisse consécutive des taux en

juillet est tout sauf acquise car « nous ne sommes pas sur pilote automatique », a prévenu le « faucon » Joachim Nagel, président de la Banque centrale allemande. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, a plaidé quant à lui pour « un maximum d'optionnalité », la BCE devant garder sa « liberté sur le timing et le rythme ». Pour alimenter la discussion, la BCE disposera d'un nouveau jeu de projections économiques. En mars, l'institution disait s'attendre à ce que l'inflation atteigne son objectif de 2% en 2025. Depuis, tant le PIB que l'inflation en zone euro ont quelque peu surpris à la hausse. Mais les nouvelles projections actualisées « ne devraient montrer que des changements marginaux, ce qui permettrait en principe des réductions régulières des taux », croit l'expert de Natixis.

Vers des réductions des taux qu'une fois par trimestre ?

Dans ce contexte, la BCE pourrait « ne réduire ses taux qu'une fois par trimestre pour ramener le taux de dépôt à 3,25 % fin 2024 », prévoit Holger Schmieding, chez Berenberg. Ce qui reste une mauvaise nouvelle pour les épargnants qui ont été les grands gagnants des hausses de taux des dernières années. Le Livret A, produit d'épargne le plus populaire en France, est ainsi passé de 0,50% en 2022 à désormais 3%. Dans l'autre sens, la baisse des taux prévue jeudi pourrait donc les pénaliser.

TURQUIE

Nouveau pic de l'inflation sur douze mois en mai à 75,45%

L'inflation a atteint 75,45% sur un an en mai en Turquie, contre 69,8% le mois précédent, selon les données officielles publiées lundi. Les prix à la consommation ont grimpé de 3,7% sur un mois, a annoncé l'Office national des statistiques (Tüik), confirmant les prévisions à la hausse de la Banque centrale. Le gouverneur de la Banque centrale turque Fatih Karahan a promis début mai que l'inflation commencerait à baisser en juin après un ultime pic en mai. Il avait également revu légèrement en hausse sa prévision pour la fin de l'année, à 38%. Selon le groupe d'économistes indépendants Enag, le taux réel de l'inflation sur douze mois atteignait 120,66% en mai, en hausse de 5,66% sur le mois. Par contre l'envolée des prix à la consommation, rendue largement responsable de la défaite électorale du parti AKP au pouvoir, fin mars aux municipales, le ministre de l'Économie Mehmet Simsek a lancé le mois dernier un plan de rigueur sur trois ans. « Notre priorité est de combattre la cherté de la vie. Une faible inflation à un chiffre est indispensable pour une croissance durable », avait-il déclaré en énumérant de nombreuses restrictions de budget « pour l'ensemble du service public ». Certaines doivent être soumises au Parlement.

EN RAISON D'UN CADRE BUDGÉTAIRE PRUDENT

Fitch relève la note de l'Irlande à «AA»

Fitch a relevé vendredi la note de la dette souveraine de l'Irlande à "AA", la troisième la plus élevée, en citant les bons résultats budgétaires du pays ces dernières années et son cadre budgétaire prudent. Le relèvement de la note de "AA-moins" fait suite aux relèvements de Moody's à "Aa3" en avril 2023 et de S&P à "AA" un

mois plus tard. Dans un communiqué, Fitch a confirmé que les perspectives de l'Irlande étaient stables. Fitch a cité une baisse constante de la dette publique, des fondamentaux de crédit solides et la création récente de deux fonds d'épargne gouvernementaux à long terme comme facteurs de sa décision. Elle a souligné que les élections géné-

rales prévues d'ici le mois de mars constituaient un risque. "La composition du prochain gouvernement est incertaine et, bien qu'une modification de la règle fiscale soit possible, nous ne nous attendons pas à un changement important de la politique macro-budgétaire", a déclaré Fitch. Le ministre irlandais des fi-

nances, Michael McGrath, a déclaré dans un communiqué que la décision de Fitch était une "démonstration bienvenue de la résilience fondamentale de notre économie". L'agence nationale irlandaise de gestion du Trésor a déclaré que la note, la plus élevée attribuée au pays par Fitch depuis 2009, était un "développement positif".

SUÈDE

Microsoft va investir dans l'intelligence artificielle

Microsoft va investir 33,7 milliards de couronnes, soit près de 3 milliards de francs suisses, en deux ans dans l'intelligence artificielle en Suède, son plus gros investissement dans le pays, a annoncé le géant américain lundi. Le groupe va former 250.000 personnes d'ici 2027 pour "accroître les connaissances et compétences" dans l'intelligence artificielle et va également augmenter les capacités de ses trois centres de don-

nées, a-t-il précisé dans un communiqué. Microsoft "annonce le plus important investissement de son histoire en Suède", a dit Brad Smith, président de Microsoft lors d'une conférence de presse. "Cet investissement doit permettre à la Suède de rester à la pointe de la compétitivité mondiale", a-t-il ajouté. Le groupe américain a annoncé au cours des derniers mois des programmes d'investissements d'ampleur similaire dans d'autres grands pays

dans l'IA, par exemple en France où il a promis d'investir 4 milliards d'euros et au Japon (3 milliards). En Suède, Microsoft va fournir 20.000 processeurs graphiques avancés, cruciaux pour l'entraînement de modèles de l'IA, et va renforcer les capacités de ses centres de stockage de données à Sandviken, Gävle et Staffanstorp. "L'AI est un catalyseur pour de nombreuses choses", a commenté le Premier ministre suédois, Ulf Kristersson

lors de la conférence de presse. "Elle contribuera également à accélérer le développement dans d'autres domaines. Cet énorme investissement en Suède pourrait ouvrir la voie à d'autres investissements", a-t-il ajouté. Dans la formation, Microsoft met en place un conseil d'experts en IA qui rassemble des leaders du monde universitaire, des entreprises et du secteur public afin de déterminer et d'orienter son programme.

DACIA LOGAN FÊTE SES 20 ANS

La berline qui a inventé le véhicule «low-cost»

Il y a 20 ans, la Dacia Logan révolutionnait le paysage automobile et lançait Dacia sur les rails du succès.

Si aujourd'hui tout réussi à Dacia, il y a encore 20 ans, l'image du constructeur roumain du groupe Renault était on ne peut plus floue chez nous. Inconnue au bataillon pour la plupart du public et relégué à un "rebad-geur de Renault 12" pour les plus informés. Puis, la Dacia Logan, cette berline inventant le concept du véhicule low-cost a tout chamboulé.

Code X90...

Ce projet connu en interne sous le code X90 et comportant une famille complète de véhicule (une berline à 4 portes, un break MCV à 7 places, son dérivé utilitaire et un pick-up) démarre en 1999 suite au rachat de Dacia par Renault en l'année précédente. Le cahier des charges fixe l'objectif ambitieux suivant : proposer un véhicule neuf au prix de 5 000 € tout en restant rentable. Sachant que celle qui ne s'appelle pas encore Logan devrait être suffisamment robuste pour être en mesure d'affronter de rudes climats et

d'encaisser les routes bosselées d'Europe de l'Est comme du Maghreb. Un sacré défi que relève Louis Schweitzer le patron de l'époque de la marque au losange en présentant au printemps 2004 la version de série. L'histoire est en marche. Petit ajustement et non des moindres le prix de vente sera revu à la hausse. Ainsi en Roumanie, où elle fait ses débuts, la Dacia Logan est facturée 6 280 euro TTC, en France, le prix de vente sera voisin de 7 500 €. La marque annonce un coût de revient de 3 800 €, le pari est donc gagné. La Dacia Logan s'est un savant mécano entre des pièces de Renault Clio II, de Modus, de Mégane II, Laguna II et même d'Espace III et IV. L'astuce repose aussi sur des pièces symétriques qui génèrent moins de références et facilitent le montage en usine, d'un vitrage à faible courbure et aussi d'une planche de bord monobloc quant celle d'une voiture « classique » est l'assemblage de cinq éléments. Mais Renault à l'habitude d'une telle recette, ses modèles vendus dans les pays émergents sont coutumiers du fait. La Logan



pousse simplement le curseur à fond dans le sens de l'économie et du recyclage de pièces et de technologies largement amorties. Et pour rassurer l'acheteur il est inscrit "by Renault" sur la malle de coffre.

Une berline multimarque polymorphe, un succès mondial

La Logan première du nom fit carrière de 2004 à 2012 chez nous mais elle prolongea le plaisir jusqu'en 2024 dans d'autres contrées, elle est même encore produite actuellement en Russie sous la marque Lada. Car la Logan connue aussi sous les patronymes Renault Tondar 90, Nissan Aprio et NP200, Mahindra Verito, Saipa Pars Khodor Cadila (en Iran) fit une carrière mondiale avec un assemblage à la fois en Roumanie, en Russie, en Colombie, en Iran, en Inde, au Brésil, au Maroc ainsi qu'en Afrique du Sud. Une production au plus près du marché de destination avec des coûts de transport réduits c'est aussi l'une des clés du low-cost.

La BMW Série 3 s'améliore encore en 2024

Un second restylage pour la BMW Série 3, voilà qui ne cadre pas avec le plan produit traditionnel du constructeur à l'hélice. La familiale progresse en équipement et devient plus puissante en version M3. Les prix démarrent au-dessus des 48 000 €. La BMW Série 3 actuelle a été lancée en 2019. De façon assez logique, elle a reçu un restylage de mi-carrière en 2022. Le second restylage que vient d'opérer le constructeur à l'hélice était moins attendu, puisqu'il rallonge la carrière de la familiale plutôt que de lancer une toute nouvelle mouture comme c'est généralement de coutume dans les deux ans qui suivent un restylage de mi-carrière (ou trois ans au maximum). Voilà donc la Série 3 type G20 re-restylée, avec quelques modifications très subtiles puisqu'elles se limitent extérieurement à des jantes et des couleurs inédites. Même constat à l'intérieur où la planche de bord n'évolue pas :



on y trouve bien un volant au design revu, quelques modifications au niveau des finitions et d'autres petits détails inédits, mais l'univers général ne change que très peu. L'interface numérique en profite tout de même pour s'améliorer elle aussi avec la dernière version du système d'exploitation de Bmw iDrive.

Quelques améliorations dynamiques et mécaniques

La BMW Série 3 re-restylée profite par ailleurs de quelques améliorations de son châssis : non seulement elle gagne un peu de masse sur la balance grâce à de nouvelles pièces en aluminium, mais elle revoit aussi la mise au point de ses suspensions arrière et de son typage dynamique. Sa gamme de motorisations ne change pas, à quelques exceptions près : la version hybride rechargeable 330e de 292 chevaux s'équipe de batteries plus grosses, avec une capacité de 19,5 kWh contre 11,5

précédemment. Son autonomie maximale en conduite électrique pourra ainsi passer au-dessus des 100 km dans ses versions les moins équipées. Quant à la version M3 ultrasportive, elle voit la puissance de son six cylindres en ligne suralimenté passer à 530 chevaux de série comme la M4. Et elle impose désormais la transmission intégrale xDrive, même si cette dernière permet toujours de supprimer les roues avant motrices sur demande.

A partir de 48 700€

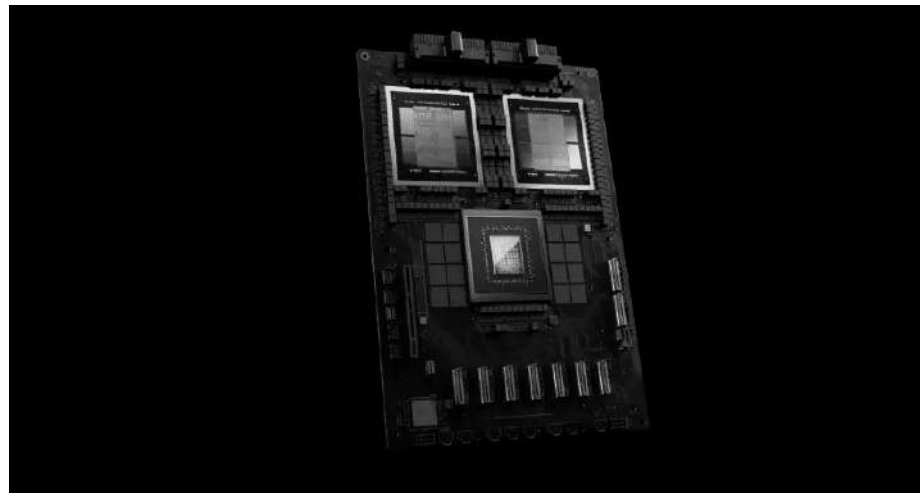
La BMW Série 3 « phase 3 » démarrera au prix de 48 700 € en France dans sa version de base 318i équipée d'un petit quatre cylindres de 156 chevaux en finition « Série 3 ». Le diesel démarre lui à 50 700 € avec le bloc de 150 chevaux dans la même finition, l'hybride rechargeable démarre à 61 400 € et la M3 à 120 000 € (avant malus de 60 000 €).

DÉDIÉS À L'IA

Nvidia multiplie les systèmes Blackwell

Les systèmes GB200 NVL2 (Grace/Blackwell) annoncés lors du Computex à Taipei, alimenteront ce que Nvidia appelle des « usines d'IA ». Le fournisseur accélère également la sortie du réseau Spectrum-X

A l'occasion du Computex 2024, à Taiwan du 4 au 7 juin avec des conférences de presse en amont, Nvidia a dévoilé des systèmes HPC GB200 NVL2 reposant sur son architecture GPU Blackwell qui, selon lui, permettront aux entreprises de « construire des usines d'IA et des centres de données pour conduire la prochaine vague d'innovations en IA générative ». La plateforme serveur modulaire MGX du fournisseur, annoncée l'année dernière au Computex 2023, prend désormais en charge les produits Blackwell. Les serveurs MGX annoncés au salon taïwanais disposent d'un ou plusieurs GPU Blackwell, de processeurs x86 ou Arm basés sur Grace, et de refroidissement par air ou par liquide pour répondre aux exigences des applications. Lors d'une conférence de presse avant le salon, Nvidia a mis en avant la plateforme GB200 NVL2, une version plus petite de la GB200 NVL72 introduite en mars dernier, qui accélérera le traitement des données jusqu'à 18 fois, avec une efficacité énergétique 8 fois supérieure par rapport à l'utilisation de processeurs x86, grâce à l'architecture des puces Grace et des GPU Blackwell. Ce dernier, annoncé lors de l'événement GTC de Nvidia en mars dernier, est le successeur de l'architecture GPU Hopper, tandis que Grace est son design processeur basé sur Arm. Les systèmes GB200 contiennent des GPU Blackwell et des CPU Grace. « La plateforme GB200 NVL2 apporte l'ère de la GenAI à chaque centre de données », a déclaré Dion Harris, directeur de l'informatique



accélérée chez Nvidia, lors du briefing presse. Le fournisseur a précisé que dix autres partenaires proposent désormais des systèmes avec l'architecture Blackwell. ASRock Rack, Asus, Gigabyte, Ingram, Inventec, Pegatron, QCT, Supermicro, Wistron et Wiwynn fourniront des systèmes pour l'IA en mode cloud, sur site, embarqués et en périphérie utilisant ses GPU et son réseau. « Nvidia a dominé et façonné l'architecture et l'infrastructure fondamentales nécessaires pour alimenter les innovations en intelligence artificielle », a déclaré Thomas Randall, directeur de la recherche sur le marché de l'IA à l'Info-Tech Research Group, dans un courriel. « Les annonces d'aujourd'hui renforcent cette affirmation, avec la technologie Nvidia intégrée au cœur de la fabrication informatique, des usines d'IA, et rendant l'IA générative largement accessible aux développeurs. »

Anxiété de performance

Cette performance, cependant, apportera de nouvelles préoccupations aux gestionnaires de centres de données, a déclaré Alvin Nguyen, analyste principal chez Forrester. « Je m'attends à ce que les systèmes alimentés par Blackwell soient le choix préféré pour les accélérateurs d'IA, tout comme les précédents accélérateurs Nvidia », a déclaré M. Nguyen dans un courriel. « Les variantes à puissance plus élevée nécessiteront un refroidissement liquide et cela entraînera des changements sur le marché des centres de données : tous les datacenters ne peuvent pas être mis à jour pour fournir l'électricité et l'eau nécessaires pour supporter ces systèmes en grand quantité. Cela entraînera des dépenses pour la mise à niveau des centres de données, la construction de datacenters, le recours à

des partenaires (colocation, services cloud), et l'adoption d'accélérateurs moins gourmands en énergie de la part des concurrents. » Sur le front des réseaux, Nvidia a annoncé que Spectrum-X, son accélérateur réseau Ethernet associant notamment son commutateur Spectrum-4 et sa carte SmartNIC BlueField-3, conçue pour les clouds IA dévoilée au Computex l'année dernière, est maintenant disponible. De plus, Amit Katz, vice-président du réseau chez Nvidia, a déclaré que le fournisseur accélère le rythme des mises à jour : des produits seront lancés chaque année pour offrir une bande passante et des ports accrus, ainsi que des ensembles de fonctionnalités logicielles améliorées et une programmabilité accrue. L'architecture de la plateforme, avec ses DPU (unités de traitement de données) optimisées pour le trafic nord-sud et son SuperNIC optimisé pour le trafic est-ouest, de GPU à GPU, a du sens, a noté M. Nguyen de Forrester, mais elle ajoute de la complexité. « C'est une solution complémentaire qui aidera à favoriser l'adoption de solutions d'IA plus importantes comme les SuperPod et les usines d'IA », a-t-il dit. « Il y a une complexité supplémentaire à utiliser cela, mais cela aidera finalement les clients de Nvidia qui mettent en œuvre une infrastructure d'IA à grande échelle. » Mais, a-t-il ajouté, « Nvidia pousse l'infrastructure d'IA avec une autre norme technologique qui finira par être propriétaire, mais ils doivent le faire pour rester en avance sur la concurrence. »

OpenAI bloque des campagnes de désinformation générées par l'IA

Les outils d'IA générative d'OpenAI ont été utilisés pour créer et publier des contenus de propagande sur les réseaux sociaux concernant des sujets géopolitiques et socio-économiques. La Chine, la Russie, l'Iran et Israël ont été pointés du doigt par OpenAI pour s'être servis de son outil de GenAI pour mener des campagnes de désinformation. La start-up précise qu'elle a réussi à détecter 5 opérations de ce type au cours des trois derniers mois. « Ces acteurs ont utilisé les outils d'IA d'OpenAI pour créer et publier du contenu de propagande sur diverses questions géopolitiques et socio-économiques sur les plateformes de réseaux sociaux », souligne la société dans son rapport. Elle relativise néanmoins en observant qu'en mai 2024, ces campagnes ne semblaient pas avoir « augmenté de manière significative l'engagement ou la portée de leur audience grâce à nos services ».

Une vague de campagnes actives

Parmi les campagnes détectées, il y a celle d'origine russe baptisée « Bad Grammar ». Elle a ciblé l'Ukraine, la Moldavie, les États baltes et les États-Unis, afin de créer des commentaires politiques et du code de débogage pour les robots Telegram à l'aide des outils d'IA d'OpenAI. Une autre opération russe baptisée « Doppelganger », a généré des commentaires en plusieurs langues, traduisant des articles, et les a publiés sur des plateformes comme Facebook, 9GAG et X. « Un réseau chinois connu sous le nom de Spamouflage, s'est servi de nos modèles pour effectuer des recherches sur l'activité des réseaux sociaux publics, générer des textes dans plusieurs langues dont le chinois, l'anglais, le japonais et le coréen, les publier ensuite sur des plateformes comme X, Medium et Blogspot, et déboguer du code pour gérer des bases de données et des sites Web, y compris un domaine précédemment non

signalé, revealscum[.]com », indique le rapport. De même, une opération iranienne connue sous le nom de « The International Union of Virtual Media » (IUVM) a rédigé via l'IA des articles longs et des titres à publier sur le site ivumpress.co. Par ailleurs, une entreprise israélienne STOIC a lancé une opération baptisée « Zero Zeno » qui a généré avec l'IA des articles et des commentaires publiés sur plusieurs plateformes, notamment Instagram, Facebook, X et leurs propres sites web. « Le contenu posté par ces différentes opérations portait sur un large éventail de sujets, notamment l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le conflit à Gaza, les élections indiennes, la politique en Europe et aux États-Unis, et les critiques du gouvernement chinois par des dissidents chinois et des gouvernements étrangers », poursuit le rapport d'OpenAI. Premier du genre réalisé par l'entreprise, il met en évidence plusieurs tendances parmi ces opérations.

Les mauvais acteurs se sont appuyés sur des outils d'IA comme ChatGPT pour générer de grands volumes de contenu avec moins d'erreurs de langage, créer l'illusion d'un engagement sur les réseaux sociaux et améliorer la productivité en résumant les messages et en déboguant le code. Cependant, le rapport ajoute qu'aucune des opérations n'a réussi à « mobiliser de vraies audiences de manière significative ».

L'IA de Meta aussi utilisée

Un rapport similaire publié dernièrement par Facebook faisait déjà état de l'utilisation abusive croissante des outils d'IA par ces « opérations d'influence » à visées malveillantes. L'entreprise les appelle CIB (Coordinated Inauthentic Behavior) et les définit comme des « efforts coordonnés pour manipuler le débat public dans un but stratégique, dans lesquels les faux comptes sont au cœur de l'opération ». À chaque fois, les personnes se

coordonnent et utilisent de faux comptes pour tromper les autres sur leur identité et leurs activités. Dans son rapport trimestriel sur les menaces, Meta indique qu'elle a récemment mis fin à de nombreuses opérations de ce type qui utilisaient l'IA pour générer des images, des vidéos et du texte afin de mettre en œuvre leur programme. On peut également souligner la campagne Portal Kombat découverte récemment par Viginum. Après avoir perturbé les opérations d'influence, OpenAI a utilisé comme mesures défensives des outils d'IA pour améliorer la détection et l'analyse, rendant ainsi les enquêtes plus efficaces. Toujours selon ce rapport, l'entreprise a également imposé des mesures de sécurité qui ont souvent empêché la création de contenus malveillants. « OpenAI publie ces résultats, comme le font d'autres entreprises IT, afin de promouvoir le partage d'informations et les meilleures pratiques au sein de la communauté élargie des parties prenantes ».

Mots fléchés

Classements	↓	Signe du zodiaque	↓	Saucisson lyonnais	↓	Trompeurs	↓	Ride	↓	Lisières	↓	Poil	↓
Ragrément		Répands		Prénom masculin				Scandinaves		Monarque	→		
	→	↓		↓				↓		Mil cent romain			
Titre éthiopien	→					Conforme à la majorité des cas	→			↓		Certain	
Cultivatrices						Ville suisse du canton du Tessin	↓					↓	Humoriste de 'les français parlent aux français'
	→												↓
Point cardinal	→			Pays scandinave	→					Point cardinal	→		
Exprime				Silicium						Lettre grecque			
	→			↓	Plante sacrée chez les gaulois	→			Extrême	↓	Disque solaire	→	
										En mer ou en mine			
Lettres en croix		Bradype	→		Courbés	→			↓		↓	Ce qu'il reste après avoir bien mangé	
	→	Non nobles										↓	
		↓		Injurier	→								Voie bordée de maisons
				Solitaires									↓
Moulure	→			↓	Chambre d'écluse		Étendre	→					
Plantes vivaces							Chipies						
	→				↓	Lettre grecque	→	↓		Prénom féminin	↓	Connu	→
						Bramer				Victoire de Napoléon			
Tolérées	Choisi		Plan d'eau	→		↓		Prénom féminin	→	↓	↓		
	↓		Fromage de la Thiérache (AOC)	↓									
								Mer européenne	→				Primordial
								Certificat					↓
Attachât	→				Terroristes basques	→		↓	Durée	→		Enduit	
Peu													
	→				Concerts	→						↓	
					Bouleversés								
Coloré	Belle fleur	→			↓	Petit saint	→		Par		Traditions	→	
	Omissions					Indium			↓		Pièges à poissons		
	↓			Note de musique	→	↓	Evaporé	→		↓			
Aumônes		Département picard		Unique	→			Golfe		Un canal en télé (abréviation)		Personne	
		↓		L'Irlande du poète	↓			↓		↓		↓	
					Train de banlieue		Race de chien	→					
Unir	→				Aber	→			Vin d'Italie	→			
Lettre					Marche				Césium				
	→				↓		Cholémie	→	↓				
Sélénium	→		Racontes	→						Humour	→		

Le Brent sous les 80 dollars

Les cours du pétrole Brent, la référence européenne, ont glissé sous la barre des 80 dollars pour la première fois depuis février. Vers 13H50 GMT, le Brent de la mer du Nord pour livraison en août perdait 2,17% à 79,35 dollars le baril, quand celui de WTI américain pour livraison en juillet cédait 2,51%, à 75,06 dollars. Les 22 membres de l'alliance l'Opep+ se sont accordés dimanche sur l'extension jusqu'à fin 2025 de leurs coupes actuelles de production pour soutenir les cours de pétrole. Le groupe va "prolonger le niveau de la production de pétrole brut" des membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de leurs alliés "du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025", a fait savoir l'alliance dans un communiqué.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 4 juin 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

168 associations culturelles bénéficient de soutien public au titre de l'année 2024

Cent soixante-huit (168) associations culturelles et artistiques, porteuses de projets et de programmes culturels et artistiques à travers le pays, ont bénéficié de soutien financier et accompagnement au titre de l'année 2024, a indiqué un communiqué du ministère de la Culture et des Arts. Ces aides s'inscrivent dans le cadre de la politique du ministère de la Culture et des Arts relative à l'accompagnement et au soutien de la société civile, notamment "les associations actives dans le domaine culturel et artistique et porteuses de projets et programmes culturels et artistiques", explique le communiqué. Un budget d'un montant total de 70.000.000 DA a été alloué aux 168 associations (retenues) pour concrétiser leurs projets, selon le ministère de la Culture et des Arts.

EDUCATION

Belaabed insiste sur le respect du temps imparti aux candidats du BEM et BAC

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a insisté, lundi à Annaba, sur la nécessité de respecter le mode de déroulement des examens officiels, et sur le respect du temps imparti aux candidats. Le ministre, qui s'enquérirait du déroulement des épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM, session juin 2024), au collège d'enseignement moyen (CEM) Omar El Mokhtar, en supervisant le début de la seconde épreuve de la matière du premier jour de l'examen (Physique et technologie), a souligné que le respect du temps imparti pour les examens représente «un droit des élèves et doit, de ce fait, être scrupuleusement respecté».

Il a mis l'accent, à cet égard, sur la «nécessité de décacheter les enveloppes contenant les sujets de l'examen selon le timing du code des examens». Belaabed a relevé, dans une déclaration aux médias, que les «préparatifs de cet examen national ont pris en compte tous les aspects garantissant le déroulement normal des épreuves», avant de saluer, dans le même contexte, «les efforts déployés à différents niveaux pour réunir les conditions nécessaires au bon déroulement de l'examen du BEM qui reste», a-t-il ajouté, un «important jalon de la réussite, reflétant la qualité des préparatifs et la contribution positive des différents partenaires, notamment les parents d'élèves, dans l'accompagnement de leurs enfants». S'agissant de l'organisation de l'examen du BEM, le ministre a rappelé que 18 centres de collecte des copies d'examen ont été ouverts le 1er juin et que le processus de correction débutera le 11 du même mois.

Par ailleurs, le ministre a affirmé que les sujets des épreuves de l'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), qui ont débuté ce lundi, concernent uniquement les cours dispensés en classe, indiquant que ses services ont veillé à assurer le bon déroulement des épreuves. A noter que plus de 818.000 candidats passent ce lundi l'examen du BEM, répartis à travers 3.040 centres d'examen au niveau national.

MDN

Chanegriha préside l'ouverture d'un colloque sur «la Défense nationale face à la guerre cognitive»

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a présidé lundi au Cercle national de l'Armée, à Beni Messous (Alger), l'ouverture des travaux d'un colloque national sur "la Défense nationale face à la guerre cognitive", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Ont pris part à ce colloque, M. le Premier ministre, des ministres, des conseillers de Monsieur le président de la République, le Secrétaire général de la présidence de la République, les Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, le Commandant de la 1ère Région militaire, les chefs de départements, les directeurs et chefs de services centraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-major de l'ANP, ainsi que de hauts cadres et des professeurs universitaires", précise la même source. Après avoir souhaité la bienvenue aux hôtes et aux participants, le Général d'Armée a prononcé une allocution d'ouverture dans laquelle il a souligné "l'importance du thème de ce colloque qui intervient dans un contexte géopolitique complexe à travers le monde". L'organisation de ce colloque national, intitulé "La Défense nationale face à la guerre cognitive", intervient dans "un contexte géopolitique régional et international, caractérisé par les mutations, la complexification des crises et l'enchevêtrement des menaces, ce qui rend difficile toute lecture prospective de l'évolution de celles-ci", a affirmé le Général d'Armée, ajoutant que "ceci est d'autant plus vrai que les puissances actuelles et celles émergentes sont en compétition acharnée pour étendre leur influence et imposer leur contrôle sur les ressources et les richesses des pays du Sud, sans tenir compte des éventuelles retombées sur la sécurité régionale et internationale



et sur le droit des peuples en développement de vivre dans la sécurité, la paix et la dignité". Le Général d'Armée a mis l'accent sur "la nécessité qu'il y a pour l'ensemble des acteurs nationaux de fédérer leurs efforts afin de lutter efficacement contre les desseins hostiles et remporter les enjeux de développement de notre pays". "Ce colloque national qui traite une des formes de guerres les plus dangereuses pour la conscience des peuples et la stabilité des Etats, a pour objectif de mettre la lumière et de prendre conscience de la gravité stratégique de ce qui pourrait se tramer contre notre pays, par l'exploitation des technologies des guerres de 5ème génération. Exemple en est, les pratiques surnoises exercées ces derniers temps par des parties hostiles à l'Algérie, en raison de son attachement à ses positions constantes et à sa décision souveraine, ainsi que de son soutien aux causes justes à travers le monde", a-t-il relevé. "A ce titre, dans la perspective de remporter les enjeux de développement, initiés par notre pays, sous la conduite de Monsieur le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, il ap-

partient à l'ensemble des acteurs nationaux, à savoir les institutions de l'Etat, la société civile, les élites et toutes les catégories de citoyens, de fédérer leurs efforts afin de renforcer la stabilité systémique de l'Etat et de lutter efficacement contre les éventuelles hostilités", a-t-il souligné.

Au terme de son allocution, le Général d'Armée a annoncé l'ouverture officielle des travaux du colloque. Lors des conférences programmées, les professeurs et les experts participants ont abordé "le concept de la guerre cognitive et ses formes, les risques et les menaces générées par celle-ci, ainsi que les moyens d'y faire face selon une perspective étudiée, notamment dans un contexte international marqué par une dissolution des frontières entre l'état de paix et de guerre, ainsi qu'une exacerbation des menaces asymétriques transfrontalières", relève le communiqué du MDN. Ces conférences ont été ponctuées par "les débats et les interventions des experts et des cadres qui ont donné des conceptions et des idées ayant contribué à l'enrichissement de ce colloque et ses recommandations", note la même source.

COOPÉRATION

Attaf reçu par le président de la République de Corée

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a été reçu lundi à Séoul, par le président de la République de Corée, Yoon Suk-yeol, auquel il a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que ses vœux de succès pour les travaux du Sommet Afrique-Corée, prévus mardi et mercredi, indique un communiqué du ministère. "Dans le cadre de la visite de travail qu'il effectue en Corée, et à l'occasion d'une réception organisée par les autorités coréennes, le ministre des Af-

fares étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a été reçu par le président de la République de Corée, Yoon Suk-yeol, auquel il a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que ses vœux de succès pour les travaux du Sommet Afrique-Corée", lit-on dans le communiqué. Le ministre a également eu des entretiens bilatéraux avec ses homologues africains, en l'occurrence, le ministre nigérian des Affaires étrangères, Yusuf Tuggar, le ministre namibien des Affaires étrangères, Peysa Mushelenga, ainsi

qu'avec le chargé de la gestion du ministre libyen des Affaires étrangères, Tahar Al-Baour, a ajouté le communiqué. Ces entretiens ont porté sur "l'état des relations bilatérales liant l'Algérie à ces pays frères, et les perspectives de leur promotion à la hauteur des aspirations et ambitions des deux parties". "M. Attaf a également évoqué avec ses homologues la coordination et la concertation sur les développements régionaux et continentaux, en sus des préparatifs pour les prochaines échéances dans le cadre de l'Union africaine (UA)", conclut le communiqué.